

SAQ 5.0

Version number	SAQ 5.0
Stage	Répondre
Questions	24
Language	Français (fr)
Last updated	Nov-04-22



Répondre

Introduction

À propos du SAQ 5.0

Un SAQ passe par le processus suivant en 3 étapes sur la plateforme SUPPLIERASSURANCE avant d'être terminé :

1. **R** Répondre

Le SAQ 5.0 est un questionnaire d'autoévaluation qui couvre les sections : Gestion de la société, Droits de l'homme et conditions de travail, Santé et sécurité, Éthique des affaires, Environnement, Gestion responsable de la chaîne d'approvisionnement et Approvisionnement responsable en matières premières.

Pour remplir le SAQ 5.0, vous devrez répondre à un certain nombre de questions dans les sections mentionnées ci-dessus. Certaines sections seront obligatoires en fonction du secteur d'activité de votre société catégorisé par la NACE®. Les autres sections seront facultatives pour votre secteur d'activité mais contribueront au score du SAQ 5.0.

Lorsque vous répondez aux questions d'un SAQ, vous pouvez être invité à télécharger des preuves pour étayer votre réponse. Les preuves que vous téléchargez doivent répondre aux critères de preuves acceptables définis pour chaque question et soutenir les réponses que vous choisissez. Lorsqu'une question est notée, le score maximum sera indiqué à côté de la question.

2. **V** Validation en cours

L'équipe de SupplierAssurance examinera les documents que vous avez téléchargés pour s'assurer qu'ils répondent aux critères de documents acceptables. Si un document ne répond pas aux critères ou ne couvre pas les réponses sélectionnées, il sera rejeté. Nous vous informerons par email s'il y a des documents qui ont été rejetés.

3. **R** Résultats

Une fois que votre SAQ aura été validé, nous vous informerons des résultats par email. Vous pourrez voir votre score, si certains documents de preuve que vous avez téléchargés n'ont pas été acceptés, et des recommandations d'amélioration. Vous aurez également la possibilité de mettre à jour votre SAQ pour aborder les documents non acceptés ou démontrer l'amélioration de votre performance en matière de durabilité.

Si vous avez un SAQ existant sur votre compte, vous pouvez réutiliser ses réponses. Cela vous fera gagner du temps, car vous n'aurez qu'à revoir et à modifier les réponses spécifiques à ce nouveau site avant de les soumettre.

[Sélectionnez un SAQ pour réutiliser ses réponses](#)

Conseils

Drive Sustainability a révisé le SAQ commun en 2022 et il est maintenant le SAQ 5.0. Vous pouvez accéder à un aperçu des changements entre le SAQ 4.0 et le SAQ 5.0 [ici](#).

Vous pouvez télécharger un PDF du questionnaire [ici](#).

La Responsabilité sociale des entreprises (RSE)/durabilité est un processus permettant aux sociétés d'intégrer des sujets environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) dans leur stratégie d'entreprise, leurs opérations et leur chaîne d'approvisionnement.

Drive Sustainability dispose d'un ensemble de directives communes - [les Principes directeurs](#) - décrivant les attentes minimales des fournisseurs de l'industrie automobile dans les domaines clés de la RSE/durabilité. Celles-ci sont basées sur des principes fondamentaux de responsabilité sociale, environnementale et de gouvernance qui sont conformes aux lois et aux normes internationales applicables, qui peuvent inclure les Principes directeurs des Nations unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme, les Conventions de l'OIT, les Principes directeurs de l'OCDE pour les entreprises multinationales, la Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement, ainsi que l'Accord de Paris.

Conformément aux Principes directeurs, ce questionnaire d'autoévaluation (SAQ) est conçu pour indiquer et vérifier la conformité des fournisseurs sur les sujets de RSE/durabilité par l'évaluation et la vérification des politiques, processus, fonctions, outils et contrôles internes - qui aident une organisation à contrôler ses opérations, à atteindre ses objectifs et à assurer une amélioration continue.

Il a été développé en 2014 et révisé en 2022* par les membres de Drive Sustainability - [The Automotive Partnership](#). Il est actuellement mis en œuvre par treize des membres** et vise à éviter les doublons et à améliorer l'efficacité des réponses aux questions standard relatives aux activités de RSE/durabilité.

* Membres du groupe de travail 2022 : BMW Group, Daimler Truck AG, Ford, Honda, Jaguar Land Rover, Mercedes-Benz AG, Scania CV AB, Stellantis, Toyota Motor Europe, Volkswagen Group, Volvo Cars et Volvo Group.

** Fabricants d'équipements d'origine (FEO/OEM) utilisant le SAQ : BMW Group, Daimler Truck AG, Ford, Honda, Jaguar Land Rover, Mercedes-Benz AG, Polestar, Scania CV AB, Stellantis, Toyota Motor Europe, Volkswagen Group, Volvo Cars et Volvo Group.

Répondre

0. Détails du profil

0a. Veuillez fournir les détails du site pour lequel vous effectuez cette évaluation

Adresse du site

Numéro D-U-N-S du site

Objectif

Veuillez sélectionner tous les objectifs qui s'appliquent à ce site.

- Administration
- Exploitation minière/extraction
- Fabrication
- Fonte
- Raffinage/traitement/transformation
- Exportation/commerce
- Distribution

0b. Quel est l'effectif du personnel de ce site ?

0c. Veuillez fournir l'adresse de la société mère de votre société

La société mère fait référence à la première société mère mondiale du site demandé

Adresse du site

0d. Quel est l'effectif total du personnel pour le groupe de sociétés ?

Le groupe de sociétés fait référence à toutes les sociétés du groupe qui sont sous la propriété et le contrôle ultimes de la société mère.

Conseils

Si vous ne connaissez pas le numéro DUNS de votre site, vous pouvez effectuer une recherche via l'un des liens de pays ou de région ci-dessous.

[Allemagne](#)

[États-Unis](#)

[Chine](#)

[Amérique Latine](#)

[Royaume-Uni](#)

[Autre pays ou région](#)

Alternativement, si vous remplissez le SAQ pour l'adresse du site où vous êtes inscrit, le numéro DUNS peut se trouver sur votre tableau de bord sous le nom de votre organisation. Si vous ne parvenez pas à trouver un numéro DUNS pour le site pour lequel vous souhaitez remplir le SAQ, veuillez utiliser le lien de chat en direct pour une assistance immédiate.



Répondre

0e. Quelle catégorie décrit le mieux le domaine d'activité de votre société ?

Veillez sélectionner la catégorie principale pour votre société.

Vous pouvez choisir jusqu'à deux catégories qui décrivent le mieux le domaine d'activité de votre société. Les catégories utilisées sont celles de la NACE® qui est un système mondial de classification de produits et services

Conseils

(ref:0e) La NACE® (Nomenclature des activités économiques) est la classification statistique européenne des activités économiques. Si vous n'êtes pas sûr de la catégorie qui décrit le mieux votre secteur d'activité, vous pouvez utiliser l'option de recherche fournie [ici](#).



Veillez choisir avec soin car la Portée minimale peut changer en fonction de la catégorie que vous sélectionnez.

01.00 - Culture et production animale, chasse et services annexes

01.11 - Culture de céréales (à l'exception du riz), de légumineuses et de graines oléagineuses

01.12 - Culture du riz

01.13 - Culture de légumes, de melons, de racines et de tubercules

01.14 - Culture de la canne à sucre

01.15 - Culture du tabac

01.16 - Culture de plantes à fibres

01.19 - Autres cultures non permanentes

(+695 autres options)

Répondre

Of. Sélectionnez une catégorie de produits qui décrit le mieux ce qui est produit à ce site

Utilisez le champ de recherche pour voir la liste complète des catégories de produits et sélectionnez au moins une

Répondre

Og. Veuillez sélectionner les questions auxquelles vous souhaitez répondre.

Le SAQ est composé des sections suivantes. En fonction de la catégorie de secteur sélectionnée à la question 0e, une ou plusieurs questions de ces sections sont considérées comme une Portée minimale pour la catégorie de secteur et doivent être complétées.

Les questions de la Portée minimale (indiquées par leur acronyme en anglais, **MS** (Minimum Scope) sont cochées ci-dessous par défaut, ne peuvent pas être désélectionnées et contribueront à votre score du SAQ 5.0.

Le score du SAQ 5.0 est une combinaison d'un score de la Portée minimale et d'un score de durabilité. Les autres questions sont facultatives pour votre secteur d'activité mais contribueront au score de durabilité. Vous pouvez choisir de les compléter en les sélectionnant dans la liste ci-dessous. Toute section non sélectionnée ne sera pas visible dans le questionnaire.

A. Gestion de la société Jusqu'à 13 questions

Cette section couvre la/les personne(s) responsable(s), les politiques globales et les rapports.

1. Votre société a-t-elle nommé un représentant de la haute direction pour les questions environnementales, sociales, éthiques, ou les droits de l'homme ?

1a. Votre société dispose-t-elle d'un responsable de la durabilité sociale ?

1b. Votre société dispose-t-elle d'un responsable de la conformité/l'éthique des affaires ?

1c. Votre société dispose-t-elle d'un responsable de la durabilité environnementale ?

1d. Votre société dispose-t-elle d'une personne pour surveiller la gestion des risques de durabilité (par ex. un responsable des droits de l'homme) ?

2. Votre société publie-t-elle un rapport de Responsabilité sociale des entreprises (RSE)/durabilité ?

2a. Le dernier rapport en date a-t-il été assuré par une tierce partie ?

2b.1. Quels éléments relatifs aux droits de l'homme sont divulgués dans le rapport de RSE ?

2b.2. Quels éléments environnementaux sont divulgués dans le rapport de RSE ?

2c. Faites-vous un rapport annuel sur l'accomplissement des obligations légales de diligence raisonnable (par ex. la LkSG allemande) au cours de l'année précédente ?

3. Votre société dispose-t-elle d'un code de conduite ?

3a. Organisez-vous des sessions de formation pour vos employés sur le code de conduite ?

4. Votre société dispose-t-elle d'un mécanisme de réclamation ou d'une procédure de plainte documentée mise en place sur ce site ?

4a. Quelles sont les caractéristiques du mécanisme de réclamation ou de la procédure de traitement des plaintes de votre société ? Veuillez cocher toutes les cases qui s'appliquent.

4b. Quels types de plaintes peuvent être déposés ? Veuillez cocher toutes les cases qui s'appliquent.

4c. Quels groupes de parties prenantes peuvent soumettre des plaintes via le mécanisme de réclamation ? Veuillez cocher toutes les cases qui s'appliquent.

4d. Comment votre société optimise-t-elle l'accessibilité de la procédure de plainte pour tous les groupes de parties prenantes qui ont le droit de l'utiliser ? Veuillez cocher toutes les cases qui s'appliquent.

Toutes les autres questions dans cette section

B. Droits de l'homme et conditions de travail Jusqu'à 4 questions

Cette section couvre la mesure dans laquelle des politiques et des procédures sont établies pour respecter les droits de l'homme des travailleurs.

5. Votre société dispose-t-elle d'une politique officielle couvrant les droits de l'homme et les conditions de travail ?

5a. Lesquels des domaines suivants sont couverts par cette politique ?

5b. Organisez-vous des sessions de formation pour vos employés sur votre politique des droits de l'homme et les conditions de travail ?

6. Votre site dispose-t-il d'un système de gestion pour gérer les questions relatives aux droits de l'homme et les conditions de travail ?

Toutes les autres questions dans cette section

C. Santé et sécurité Jusqu'à 4 questions

Cette section couvre l'évaluation et le contrôle des risques survenant sur ou à partir du lieu de travail. Elle couvre également la mesure dans laquelle les politiques et les procédures sont établies pour fournir aux travailleurs un environnement de travail sûr et sain.

7. Votre société dispose-t-elle d'une politique écrite et officielle en matière de santé et de sécurité, conforme à la législation locale, aux exigences de l'industrie et aux normes internationales ?

7a. Lesquels des domaines suivants sont couverts par cette politique ?

7b. Organisez-vous des sessions de formation sur votre politique de santé et sécurité à l'intention de vos salariés ?

8. Votre site dispose-t-il d'un système de gestion de santé et sécurité ?

Toutes les autres questions dans cette section

D. Éthique des affaires Jusqu'à 3 questions

Cette section couvre la gouvernance et la conformité avec la législation locale et internationale. Elle couvre également la mesure dans laquelle les politiques et les procédures sont établies pour garantir les niveaux les plus élevés d'intégrité opérationnelle.

9. Votre société dispose-t-elle d'une politique officielle en matière d'éthique des affaires ?

9a. Lesquels des domaines suivants sont couverts par cette politique ?

9b. Organisez-vous des sessions de formation pour vos employés sur votre politique d'éthique des affaires ?

E. Environnement Jusqu'à 15 questions

Cette section couvre la protection de l'environnement par la mise en œuvre de politiques et de systèmes de gestion. Elle couvre également la mesure dans laquelle les politiques et les procédures sont établies pour soutenir une approche proactive de la responsabilité environnementale.

10. Votre société dispose-t-elle d'une politique environnementale officielle prévoyant un engagement en faveur de la conformité à la loi, ainsi que des évaluations et améliorations continues de sa performance environnementale ?

10a. Lesquels des domaines suivants sont couverts par cette politique ?

10b. Organisez-vous des sessions de formation pour vos employés sur votre politique environnementale ?

11. Votre site dispose-t-il d'un système de gestion environnementale ?

12. Votre site dispose-t-il d'un système de gestion de l'énergie ?

13. Quel pourcentage de l'électricité utilisée sur votre site au cours de la dernière année civile provenait de sources renouvelables ?

14. Quel pourcentage de l'énergie consommée pour chauffer/rafraîchir votre site au cours de l'année civile précédente provenait de sources renouvelables ?

15. Does your company set Greenhouse Gas reduction targets?

15a. Les objectifs sont-ils approuvés par l'initiative Science Based Targets (SBTi) ?

15b. Votre société a-t-elle des objectifs de réduction des émissions pour les émissions de votre chaîne d'approvisionnement en amont (scope 3) ?

16. Votre site utilise-t-il des substances soumises à des restrictions en vertu d'une disposition légale, nationale ou internationale, dans le cadre de production ou d'opérations ?

- 16a. Ce site dispose-t-il de procédures écrites pour gérer les substances soumises à des restrictions en vertu d'une quelconque réglementation ?
- 16b. Lesquels des domaines suivants sont couverts par ces procédures écrites ?
- 16c. Votre site dispose-t-il de procédures écrites pour gérer les substances soumises à des restrictions en vertu de l'un des réglementations suivantes ?
- 17. Votre société a-t-elle un score CDP actuel ?
- 17a. Veuillez préciser votre score CDP relatif au changement climatique
- 17b. Veuillez préciser votre score CDP relatif à l'eau
- 17c. Veuillez préciser votre score CDP relatif à la forêt
- Toutes les autres questions dans cette section
- 11. Votre site dispose-t-il d'un système de gestion environnementale ?
- 16. Votre site utilise-t-il des substances soumises à des restrictions en vertu d'une disposition légale, nationale ou internationale, dans le cadre de production ou d'opérations ?

F. Gestion responsable de la chaîne d'approvisionnement Jusqu'à 6 questions

Cette section couvre la conformité à tous les domaines susmentionnés dans la chaîne d'approvisionnement d'une société. Elle couvre également la mesure dans laquelle ces domaines sont officiellement exigés des fournisseurs d'une société et la manière dont ils sont communiqués.

- 18. Votre société a-t-elle fixé des exigences en matière de RSE/durabilité à l'égard de ses fournisseurs ?
- 18a. Quels domaines sont couverts par ces exigences de RSE/durabilité ?
- 18b. Votre société utilise-t-elle l'un des modes de communication suivants pour communiquer à ses fournisseurs ses exigences de RSE/durabilité ?
- 18c. Quelles procédures votre société a-t-elle mises en place pour vérifier si les fournisseurs répondent à vos exigences de durabilité ?
- 19. Votre société réalise-t-elle une évaluation des risques de durabilité dans le cadre des activités de diligence raisonnable ?
- 19a. Quelle est la portée de l'évaluation des risques ?
- 19b. À quelle fréquence votre société réalise-t-elle une évaluation des risques ?
- Toutes les autres questions dans cette section

G. Approvisionnement responsable en matières premières Jusqu'à 7 questions

Cette section couvre la diligence raisonnable menée pour comprendre la source des matières premières utilisées dans vos produits. Elle couvre également la mesure dans laquelle les matières premières proviennent de sources responsables.

20. Retrouve-t-on certaines des matières suivantes dans vos produits ?

20a. Votre société dispose-t-elle d'une politique d'approvisionnement responsable en ces matières premières ?

20a.1. Lesquelles des matières suivantes sont couvertes par cette politique ? Veuillez cocher toutes les cases qui s'appliquent.

20b. Votre société participe-t-elle à une ou plusieurs initiative(s) spécifique(s) aux matières premières ?

20c. Votre société dispose-t-elle d'un Modèle de rapport sur les minerais de conflit (CMRT) à la portée de la société ?

20d. Votre société dispose-t-elle d'un Modèle de rapport détaillé sur les minerais (EMRT) à la portée de la société ?

21. Votre société dispose-t-elle d'un système de gestion de l'approvisionnement responsable en matières premières, ou réalise-t-elle une cartographie de la chaîne d'approvisionnement ?

Toutes les questions de cette section

Répondre

A. Gestion de la société

1. Votre société a-t-elle nommé un représentant de la direction pour les questions environnementales, sociales, éthiques ou les droits de l'homme ? (3.73%)

Oui Non

1a. Votre société dispose-t-elle d'un responsable de la **durabilité sociale** ? (0.93%)

► Durabilité sociale

La durabilité sociale concerne les pratiques qui contribuent à la qualité de vie tant des employés que des communautés qui pourraient être affectées par les activités de la société.

Les sociétés devraient respecter les droits de l'homme des travailleurs et traiter toutes les personnes avec la dignité reconnue par la communauté internationale. Parmi les exemples de sujets sociaux à aborder figurent la non-discrimination, la liberté d'association et la santé et sécurité.

Oui Non

Nom

Email

Intitulé de poste

1b. Votre société dispose-t-elle d'un responsable de la **conformité/l'éthique des affaires** ? (0.93%)

► Conformité/éthique des affaires

La conformité concerne les principes qui guident la conduite des sociétés dans leurs relations avec leurs partenaires commerciaux et leurs clients.

Les sociétés sont censées respecter les normes d'intégrité les plus élevées et opérer de manière honnête et équitable tout au long de la chaîne d'approvisionnement, conformément aux lois locales. La corruption, la concurrence déloyale et les conflits d'intérêts sont des exemples de pratiques commerciales contraires à l'éthique.

Oui Non

Nom

Conseils

Les sociétés sont censées nommer un représentant de la direction qui, indépendamment de ses autres responsabilités, fait office de responsable de la direction chargé de veiller à ce que la société respecte ses engagements en matière de durabilité sociale, de conformité/éthique des affaires et de durabilité environnementale. Les sociétés devraient également déterminer des responsabilités claires (en termes de temps consacré) des représentants désignés à la fonction respective, avec une documentation appropriée (par exemple, une description de poste).

Pour les sociétés qui entrent dans le scope de la Loi allemande sur la diligence raisonnable de la chaîne d'approvisionnement (LkSG), la personne officielle responsable de la durabilité sociale peut également être considérée comme responsable des sujets liés aux droits de l'homme requis par la loi.

Les coordonnées que vous avez fournies en réponse à cette question ne seront pas contactées sans préavis. En premier lieu, les demandes de renseignements seront adressées à la personne qui remplit ce questionnaire d'autoévaluation.

Email

utilisateur@supplierassurance.com

Intitulé de poste

1c. Votre société dispose-t-elle d'un responsable de la **durabilité environnementale** ? (0.93%)

► Durabilité environnementale

La durabilité environnementale concerne les pratiques qui contribuent à la qualité de l'environnement sur le long terme.

Les sociétés sont censées soutenir une approche proactive de la responsabilité environnementale en protégeant l'environnement, en conservant les ressources naturelles et en réduisant l'empreinte environnementale de leur production, de leurs produits et de leurs services tout au long de leur cycle de vie. Les exemples de pratiques des sociétés comprennent la réduction des émissions de gaz à effet de serre et les programmes de réduction des déchets.

Oui

Non

Nom

Email

utilisateur@supplierassurance.com

Intitulé de poste

1d. Votre société dispose-t-elle d'une personne pour surveiller la **gestion des risques de durabilité** (par ex. un Responsable des droits de l'homme) ? (0.93%)

► Responsable de la gestion des risques de durabilité/des droits de l'homme

Les entreprises ont tout à gagner à nommer un Responsable des droits de l'homme (HRO) ou un titre similaire, chargé de surveiller les risques liés à la durabilité et/ou aux droits de l'homme. Cette tâche est plus efficace si elle est strictement séparée de la diligence raisonnable opérationnelle quotidienne. Les six critères ci-dessous démontrent si c'est le cas :

- Le HRO vérifie régulièrement la conformité opérationnelle avec les politiques de la société en matière de droits de l'homme et d'environnement et avec les exigences légales.
- Le HRO est à la disposition de tout le personnel pour le conseiller sur les questions relatives aux droits de l'homme et à l'environnement.
- Le HRO peut faire des suggestions de mesures correctives concernant les violations identifiées, mais d'autres membres du personnel exécutent l'action.
- Le HRO travaille en liaison avec la haute direction et propose des améliorations en matière de gestion des risques.
- Le HRO rend compte à la haute direction mais n'est pas lié par les instructions de ses supérieurs (par exemple, le HRO est, par contrat, protégé contre le licenciement).
- Le HRO informe la haute direction, au moins une fois par an, de la position de la gestion des risques.

Oui

Non

Nom

Email

Intitulé de poste

Répondre

2. Votre société publie-t-elle un rapport de Responsabilité sociale des entreprises (RSE)/durabilité ? (3.55%)

► Rapport de RSE

Un rapport de RSE/durabilité est un rapport organisationnel qui donne des informations sur les performances économiques, environnementales, sociales et éthiques.



Oui, sous forme de rapport séparé, conformément au Global Reporting Initiative (GRI) ou à d'autres normes acceptées à l'échelle internationale

Conseils

(ref:2) Dans l'Union européenne (UE), la Directive européenne sur la publication d'informations non financières et sur la diversité [Directive 2014/95/EU](#) définit les règles relatives à la publication d'informations non financières et sur la diversité par les grandes sociétés. Par la suite, la Directive a été transposée dans la législation nationale des États membres de l'UE avec quelques différences dans [la mise en œuvre entre les pays](#).

Documents que nous acceptons

Exemples de rapports de RSE/durabilité alignés sur des normes et des cadres internationalement reconnus :

- GRI (normes de rapport de durabilité de la GRI)
- ISO 26000 Responsabilité sociétale
- Climate Disclosure Standards Board (CDP-CDSB)
- Pacte mondial des Nations unies - Communication sur le progrès (UNGC-COP)
- AFAQ 26000 Développement durable

Veillez noter : ne pas inclure un lien internet - veuillez télécharger une copie du rapport

Veillez fournir le nom de la norme acceptée à l'échelle internationale

Un rapport peut être pour la société mère s'il couvre le site ou la société en question.



Le document que vous téléchargez doit inclure le nom ou le logo de votre société et doit être dans une langue prise en charge (anglais, français, espagnol, allemand, chinois mandarin ou portugais brésilien).

Veillez télécharger un document pertinent (PDF, image) (jusqu'à 15 Mo)

 No file selected

Oui, en tant que partie intégrante du rapport annuel, par ex. le rapport annuel et de durabilité, conformément au GRI ou à d'autres normes acceptées à l'échelle internationale

Documents que nous acceptons

Exemples de normes et de cadres internationalement reconnus pour les rapports intégrés sont :

- Sustainability Accounting Standards Board (SASB)
- International Integrated Reporting Council (IIRC)
- Initiative financière du Programme des Nations unies pour l'environnement (UNEP-FI)
- Normes internationales d'information financière (IFRS)

Veillez noter : ne pas inclure un lien internet - veuillez télécharger une copie du rapport

Veillez fournir le nom de la norme acceptée à l'échelle internationale

Un rapport peut être pour la société mère s'il couvre le site ou la société en question.



Le document que vous téléchargez doit inclure le nom ou le logo de votre société et doit être dans une langue prise en charge (anglais, français, espagnol, allemand, chinois mandarin ou portugais brésilien).

Veillez télécharger un document pertinent (PDF, image) (jusqu'à 15 Mo)

 No file selected

Oui, mais pas conformément à des normes acceptées à l'échelle internationale

Documents que nous acceptons

Vous devriez télécharger un document sous forme de rapport et qui couvre les sujets de la RSE

Veillez noter : une politique ou un code de conduite n'est pas preuve d'un rapport de RSE

Veillez indiquer le nom de la norme alternative

Un rapport peut être pour la société mère s'il couvre le site ou la société en question.



Le document que vous téléchargez doit inclure le nom ou le logo de votre société et doit être dans une langue prise en charge (anglais, français, espagnol, allemand, chinois mandarin ou portugais brésilien).

Veillez télécharger un document pertinent (PDF, image) (jusqu'à 15 Mo)

 No file selected

Non

2a. Le dernier rapport en date est-il assuré par une tierce partie ?

► Assurance de tierce partie

L'assurance de tierce partie est une évaluation et une vérification externe de la crédibilité, l'exactitude et la pertinence d'un rapport.



Oui, la lettre d'assurance est intégrée au rapport



Les parties sont assurées, la portée est expliquée dans la lettre d'assurance

Documents que nous acceptons

Vous devriez télécharger une lettre des auditeurs de tierce partie ou un document qui contient l'assurance des auditeurs de tierce partie sur votre rapport de RSE/durabilité

Veillez télécharger un document pertinent (PDF, image) (jusqu'à 15 Mo)

 No file selected Non

2b.1. Quels éléments relatifs aux **droits de l'homme** sont divulgués dans le rapport de RSE ?

! Si le rapport de RSE que vous avez téléchargé ci-dessus ne couvre pas tous les éléments de divulgation que vous sélectionnez ci-dessous, des lacunes seront signalées au cours du processus de validation. Vous ne recevrez pas de score pour les éléments de divulgation qui ne sont pas couverts dans le document du rapport de RSE.

Les risques potentiels et réels identifiés par notre société en matière de droits de l'homme

Une description des mesures existantes que notre société a déjà prises pour aborder les risques des droits de l'homme et un examen de l'efficacité de ces mesures

Une description des mesures futures que notre société prévoit de prendre pour gérer nos risques des droits de l'homme

Nous ne faisons pas de rapport sur les risques des droits de l'homme de notre société

2b.2. Quels éléments **environnementaux** sont divulgués dans le rapport de RSE ?

! Si le rapport de RSE que vous avez téléchargé ci-dessus ne couvre pas tous les éléments de divulgation que vous sélectionnez ci-dessous, des lacunes seront signalées au cours du processus de validation. Vous ne recevrez pas de score pour les éléments de divulgation qui ne sont pas couverts dans le document du rapport de RSE.

Les risques environnementaux identifiés de notre société

Une description des mesures existantes que notre société a déjà prises pour aborder les risques environnementaux et un examen de l'efficacité de ces mesures

Une description des mesures futures que notre société prévoit de prendre pour gérer nos risques environnementaux

Nous ne faisons pas de rapport sur les risques environnementaux de notre société

2c. Votre société fait-elle un rapport annuel sur l'accomplissement des obligations légales de diligence raisonnable (par ex. la LkSG allemande) au cours de l'année précédente ?

Oui

Documents que nous acceptons

Vous devriez télécharger un document qui est sous forme de rapport et qui couvre les sujets de diligence raisonnable. Exemples :

- Rapport axé sur les activités liées à la diligence raisonnable
- Rapport de RSE/durabilité qui couvre les activités de diligence raisonnable
- Rapport intégré qui inclut les activités de diligence raisonnable

Veillez noter : une politique ou un code de conduite ne constitue pas une preuve d'un rapport sur les activités de diligence raisonnable

Veillez télécharger un document pertinent (PDF, image) (jusqu'à 15 Mo)

Choose File No file selected

Non

Répondre

3. Votre société dispose-t-elle d'un code de conduite ? (10.03%)

► Code de conduite

Un code de conduite est un ensemble de règles décrivant les responsabilités ou les bonnes pratiques pour un individu (employé) et une organisation. Il devrait couvrir les aspects sociaux, éthiques et environnementaux.

Oui

Documents que nous acceptons

- Code de conduite
- Code d'éthique
- Manuel des employés
- Conditions contractuelles s'il y a une référence au code de conduite/aux politiques
- Politique de RSE/durabilité s'il y a une référence aux employés et aux responsabilités organisationnelles
- ZVEI - Code de conduite pour la responsabilité sociale

! Le document que vous téléchargez doit inclure le nom ou le logo de votre société et doit être dans une langue prise en charge (anglais, français, espagnol, allemand, chinois mandarin ou portugais brésilien).

Veillez télécharger un document pertinent (PDF, image) (jusqu'à 15 Mo)

No file selected

Non

3a. Votre société organise-t-elle une formation pour vos employés sur le code de conduite ?

► Formation sur le code de conduite

La formation sur le code de conduite devrait communiquer les attentes des employés et des employeurs pour aider une société à construire et à renforcer une culture légale et éthique.

La formation sur le code de conduite peut couvrir un ou plusieurs des domaines thématiques énumérés ci-dessous :

- Comportements attendus
- Valeurs/principes de la société
- Signalement des fautes professionnelles
- Droits de l'homme et conditions de travail
- Santé et sécurité
- Éthique des affaires
- Environnement

Oui

Documents que nous acceptons

- Certificats de formation
- Captures d'écran d'apprentissage en ligne
- Documents de formation, par ex. des présentations de diapositives
- Certification de système de gestion pertinente, par ex. environnementale ou de santé et sécurité
- Autres documents qui prouvent que vous planifiez ou dispensez la formation liée au sujet

Veillez télécharger un document pertinent (PDF, image) (jusqu'à 15 Mo)

No file selected



Non, mais nous communiquons le code de conduite par le biais de l'extranet/des brochures, etc.

Documents que nous acceptons

- Capture d'écran de l'intranet
- Manuel des ressources humaines (RH) ou du personnel
- Contrat de travail couvrant le sujet concerné
- Autres documents prouvant que vous communiquez votre code de conduite

Veillez télécharger un document pertinent (PDF, image) (jusqu'à 15 Mo)

No file selected



Non

Répondre

4. Votre société dispose-t-elle d'un mécanisme de réclamation ou d'une procédure de plainte documentée établi(e) sur ce site ? (3.77%)

► Mécanisme de réclamation

Un mécanisme de réclamation est une procédure de plainte officielle, légale ou non légale, accessible aux employés et aux parties prenantes externes qui ont été affectés négativement par les activités et les opérations d'une société ou de ses employés.

Oui

Documents que nous acceptons

- SA8000 Système de gestion sociale
- Manuel de la société s'il couvre les questions pertinentes
- Manuel de ressources humaines (RH) ou de personnel
- Contrat de travail couvrant le sujet pertinent
- Instructions sur la manière d'accéder à un mécanisme (par ex. un manuel des employés ou des documents de formation)
- Un processus/une procédure qui est suivi(e)
- Preuve du mécanisme de réclamation ou de la procédure de plainte (par ex. capture d'écran du portail intranet ou lettre d'accord/facture du portail externe)
- Capture d'écran du mécanisme en ligne

! Le document que vous téléchargez doit inclure le nom ou le logo de votre société et doit être dans une langue prise en charge (anglais, français, espagnol, allemand, chinois mandarin ou portugais brésilien).

Veillez télécharger un document pertinent (PDF, image) (jusqu'à 15 Mo)

No file selected

Non

4a. Quelles sont les caractéristiques du mécanisme de réclamation ou de la procédure de plainte de votre société ? Veuillez cocher toutes les cases qui s'appliquent.

Indique qui est responsable de la procédure de traitement des plaintes, le cas échéant (il existe un organisme chargé des plaintes que les tiers peuvent contacter directement ou par l'intermédiaire d'un prestataire de services externe)


Veillez fournir les coordonnées

La ou les personnes responsables chargées par la société sont impartiales, indépendantes et non liées par des instructions

Conseils

Selon le cadre des Nations unies « Protéger, respecter et remédier », les sociétés doivent respecter les droits de l'homme et fournir une solution si leurs opérations ont causé ou contribué à des impacts négatifs sur les droits de l'homme. Les mécanismes de réclamation au niveau opérationnel, pour les personnes potentiellement touchées par les activités d'une société, sont recommandés comme un processus efficace par lequel les sociétés peuvent permettre la réparation.

Les règles écrites de la procédure de plainte décrivent la manière dont une plainte peut être traitée et indiquent le temps approximatif que chaque étape peut prendre


 Si le document sur le mécanisme de réclamation que vous avez téléchargé ci-dessus ne décrit pas les règles de la procédure de plainte, une lacune sera signalée au cours du processus de validation.

Les règles écrites de la procédure de plainte sont mises à la disposition du public dans les langues locales pertinentes dans tous les pays dans lesquels nous opérons

Le plaignant reçoit un accusé de réception lors du dépôt de la plainte

L'identité du plaignant est traitée de manière confidentielle

Engagement à ne pas exercer de représailles contre les plaignants

 Si le document sur le mécanisme de réclamation que vous avez téléchargé ci-dessus ne prouve pas l'engagement à ne pas exercer de représailles, une lacune sera signalée au cours du processus de validation.

Les plaintes peuvent être signalées de manière anonyme

Le plaignant ou son représentant est consulté lors de la remédiation/la résolution

Évaluation de l'efficacité de la procédure de traitement des plaintes au moins une fois tous les 12 mois et sur une base ponctuelle

Procédure d'appel

Aucune de ces réponses

4b. Quels types de plaintes peuvent être déposés ? Veuillez cocher toutes les cases qui s'appliquent.

Plaintes relatives aux droits de l'homme

Plaintes environnementales

Pratiques commerciales contraires à l'éthique

4c. À quels groupes de parties prenantes le mécanisme de plaintes est-il accessible ? Veuillez cocher toutes les cases qui s'appliquent.

Parties prenantes internes (employés de la société/employés non permanents, fournisseurs directs, prestataires de services, etc.)

Parties prenantes externes (entrepreneurs, fournisseurs indirects, communautés locales, etc.)

Autres

4d. Comment votre société optimise-t-elle l'accessibilité de la procédure de plainte pour tous les groupes de parties prenantes qui ont le droit de l'utiliser ?
Veuillez cocher toutes les cases qui s'appliquent.

En réalisant des formations

Par les différents médias

En ligne

Téléphone

Email

Appli

En participant à une procédure de plainte commune du secteur

Aucune de ces réponses

Répondre

B. Droits de l'homme et conditions de travail

5. Votre société dispose-t-elle d'une politique officielle couvrant les droits de l'homme et les conditions de travail ? (5.82%)

► Politique des droits de l'homme et les conditions de travail

Une politique des droits de l'homme et les conditions de travail est un document officiel, approuvé par la haute direction, qui démontre l'engagement d'une société à traiter les employés et les autres parties prenantes avec dignité, équité et respect. La politique devrait souligner la responsabilité de la société de respecter et de protéger des droits de l'homme, conformément à la loi et aux directives internationales. Sur le lieu de travail, les droits de l'homme comprennent le droit à un environnement de travail sûr, le droit à une rémunération équitable et à un salaire égal pour un travail égal, le droit de s'organiser et de participer aux négociations collectives et le droit d'être protégé contre le travail forcé et le trafic d'êtres humains.

Oui

Documents que nous acceptons

- Politique des droits de l'homme et les conditions de travail
- Politique de normes sociales/de travail
- Manuel de l'employé s'il couvre les questions pertinentes
- Politique de RSE/durabilité si elle couvre les questions pertinentes
- Code de conduite ou autre politique commerciale s'il couvre les droits de l'homme ou les questions sociales

Veillez noter : nous n'acceptons pas les certificats de système de gestion comme preuve des politiques.

! Le document que vous téléchargez doit inclure le nom ou le logo de votre société et doit être dans une langue prise en charge (anglais, français, espagnol, allemand, chinois mandarin ou portugais brésilien).

Veillez télécharger un document pertinent (PDF, image) (jusqu'à 15 Mo)

No file selected

Non

5a. Lesquels des domaines suivants sont couverts par cette politique ? Veuillez cocher toutes les cases qui s'appliquent.

! Si le document que vous téléchargez ne couvre pas tous les domaines politiques que vous sélectionnez ci-dessous, des lacunes seront signalées au cours du processus de validation. Vous ne recevrez pas de score pour les domaines politiques qui ne sont pas couverts par le document.

► Définitions

La liste présentée se réfère aux [Principes directeurs de la durabilité de l'industrie automobile mondiale](#)

Conseils

(ref:5) Les droits de l'homme sont les droits auxquels nous avons droit simplement parce que nous sommes des êtres humains. Ils représentent les conditions minimales universellement reconnues qui permettent à toute personne de conserver sa dignité. Les droits de l'homme sont inhérents à chacun d'entre nous, quels que soient notre nationalité, notre lieu de résidence, notre sexe, notre origine nationale ou ethnique, notre couleur, notre religion ou tout autre statut. Source : [Déclaration universelle des droits de l'homme](#)

(ref:6) Un système de gestion est un ensemble de contrôles, de processus et/ou de procédures documentés et examinés par la direction. Il peut être interne ou développé selon une norme (système de gestion certifié). Les systèmes de gestion certifiés offrent une meilleure assurance aux parties prenantes qu'une société s'est engagée à exercer ses activités de manière durable et qu'elle a mis en œuvre tous les processus nécessaires. Bien que le SAQ reconnaisse également les systèmes de gestion développés en interne, le score le plus élevé est obtenu si un système de gestion est certifié selon des normes internationalement reconnues.

Les normes de certification pertinentes internationalement reconnues comprennent :

- SA8000 Système de gestion sociale
- Certificat d'audit RSCI (étiquette COMPLÈTE/FULL label)

Travail des enfants et jeunes travailleurs concerne l'interdiction d'employer des enfants qui n'ont pas l'âge minimum légal pour travailler. En outre, les fournisseurs doivent s'assurer que les jeunes travailleurs légalement âgés de moins de 18 ans ne travaillent pas la nuit ou ne font pas d'heures supplémentaires et qu'ils sont protégés contre les conditions de travail nuisibles à leur santé, leur sécurité ou leur développement, conformément à la convention n° 138 de l'OIT sur l'âge minimum. Le fournisseur devrait s'assurer que le travail des jeunes travailleurs n'interfère pas avec leur scolarité. Le temps total quotidien de travail et de scolarité des jeunes travailleurs ne doit pas dépasser 10 heures.

Source : Charte des droits fondamentaux de l'UE et OIT

Salaires et avantages sociaux concerne le salaire ou le traitement de base ou minimum et tous les droits supplémentaires payables directement ou indirectement, en espèces ou en nature, par l'employeur au travailleur et découlant de l'emploi de ce dernier. Les fournisseurs doivent fournir à leurs travailleurs une rémunération conforme aux réglementations applicables et aux pratiques industrielles en vigueur ; cette rémunération devrait être suffisante pour couvrir les besoins de base et permettre un niveau de vie décent pour les travailleurs et leur famille, ce qui inclut le respect des salaires minimums, la rémunération des heures supplémentaires, les congés médicaux et les avantages mandatés par le gouvernement.

Source : L'OIT, l'UNGC et le guide pratique sur la durabilité de l'industrie automobile mondiale

Heures de travail concerne les semaines de travail régulières qui ne devraient pas dépasser 48 heures. La semaine de travail est limitée à 60 heures dans les situations d'urgence, y compris les heures supplémentaires. Toutes les heures supplémentaires doivent être volontaires. Les employés devraient bénéficier d'un minimum d'un jour de congé tous les sept jours. Les lois et les règlements relatifs au nombre maximum d'heures de travail et de congés doivent être respectés.

Source : Initiative pour le commerce éthique, basée sur les conventions de l'OIT

Esclavage moderne concerne tout travail ou service exigé d'une personne sous la menace d'une quelconque sanction et pour lequel cette personne ne s'est pas proposée volontairement. Les exemples incluent les heures supplémentaires forcées, la rétention de documents d'identité, ainsi que le trafic d'êtres humains. L'esclavage moderne est soumis à la [Modern Slavery Act 2015](#) du Parlement du Royaume-Uni. Cette loi impose aux entreprises, qui répondent à des critères identifiés, de publier chaque année une « déclaration sur l'esclavage et le trafic d'êtres humains », six mois après la fin de l'exercice financier de l'entreprise.

Source : Organisation internationale du travail (OIT) et The National Archives UK

Recrutement éthique concerne le recrutement de travailleurs en toute légalité, conformément aux normes internationales du travail, et d'une manière équitable et transparente qui respecte les droits de l'homme. Les exemples de recrutement non éthique incluent le fait de tromper ou d'escroquer les travailleurs potentiels sur la nature du travail, de demander aux travailleurs de payer des frais de recrutement et/ou de confisquer, détruire, dissimuler et/ou refuser l'accès aux passeports des travailleurs et autres documents d'identité délivrés par le gouvernement. Les travailleurs doivent recevoir une notification écrite au début de leur recrutement, dans une langue qu'ils comprennent bien, indiquant de manière véridique et claire leurs droits et responsabilités.

Source : L'OIT et le Global Automotive Sustainability Practical Guidance

Liberté d'association concerne le droit à la liberté de réunion pacifique et à la liberté d'association à tous les niveaux, en particulier dans les domaines politique, syndical et civique, ce qui implique le droit de chacun de former des syndicats et de s'y affilier pour la protection de ses intérêts. Cela comprend la négociation collective, en tant que processus de négociation entre des employeurs et un groupe de salariés, visant à parvenir à un accord qui régit les conditions de travail.

Source : Charte des droits fondamentaux de l'UE

Harcèlement est défini comme un traitement dur et inhumain - ou la menace d'un tel traitement - y compris tout harcèlement sexuel, abus sexuel, punition corporelle, coercition mentale ou physique ou abus verbal des travailleurs.

Source : Global Automotive Sustainability Practical Guidance.

Non-discrimination est un principe qui exige l'égalité de traitement d'un individu ou d'un groupe, quelles que soient ses caractéristiques particulières, notamment le sexe, la race, la couleur, les origines ethniques ou sociales, les caractéristiques génétiques, la langue, la religion ou les convictions, les opinions politiques ou toute autre opinion, l'appartenance à une minorité nationale, la fortune, la

naissance, le handicap, l'âge ou l'orientation sexuelle. Les entreprises devraient verser une rémunération égale pour un travail de valeur égale, non seulement en ce qui concerne le sexe mais aussi toutes les autres bases potentielles de discrimination. Cela n'interdit toutefois pas les inégalités de rémunération dues aux différences de coût de la vie au niveau local.

Source : Charte des droits fondamentaux de l'UE

Droits des femmes Les droits des femmes font référence au principe selon lequel les femmes ont droit à l'égalité politique, économique et sociale. L'inégalité entre les sexes est à la base de problèmes tels que l'inégalité des chances en matière d'emploi et l'inégalité de rémunération pour un travail égal. Les efforts en faveur de la promotion des femmes ont donné lieu à plusieurs déclarations et conventions, dont la [Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes](#) est le document central. La Convention affirme positivement le principe d'égalité en demandant aux États parties de prendre « toutes les mesures appropriées, y compris des dispositions législatives, pour assurer le plein développement et le progrès des femmes, afin de leur garantir l'exercice et la jouissance des droits de l'homme et des libertés fondamentales sur la base de l'égalité avec les hommes » (article 3).

Source : Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et Global Automotive Sustainability Practical Guidance

Diversité, équité et inclusion concernent le principe selon lequel les entreprises devraient développer et promouvoir des cultures inclusives où la diversité est valorisée, célébrée et où chacun est en mesure de contribuer pleinement et d'atteindre son plein potentiel. Les entreprises devraient encourager la diversité à tous les niveaux de leur personnel et de leur direction, y compris dans les conseils d'administration.

Source : Global Automotive Sustainability Practical Guidance

Droits des minorités et des peuples autochtones font référence au respect des droits des communautés locales à des conditions de vie décentes, à l'éducation, à l'emploi, aux activités sociales et au droit au consentement libre, préalable et éclairé (CLPE) pour les développements qui les affectent, eux et les terres sur lesquelles ils vivent avec une considération particulière pour la présence de groupes vulnérables.

Source : Global Automotive Sustainability Practical Guidance

Droits à la terre, aux forêts et à l'eau et expulsion forcée concerne l'évitement de l'expulsion forcée et de la privation de terres, de forêts et d'eaux lors de l'acquisition, du développement ou de toute autre utilisation des terres, des forêts et des eaux.

Source : Global Automotive Sustainability Practical Guidance

Forces de sécurité privées ou publiques fait référence à la commande ou à l'utilisation de forces de sécurité privées ou publiques pour protéger le projet d'entreprise si, en raison d'un manque de formation ou de contrôle de la part de l'entreprise, le déploiement des forces de sécurité peut entraîner des violations des droits de l'homme.

Source : Global Automotive Sustainability Practical Guidance

Travail des enfants et jeunes travailleurs

Salaires et avantages sociaux

Heures de travail

L'esclavage moderne (c.-à-d. l'esclavage, la servitude et le travail forcé ou obligatoire et le trafic d'êtres humains)

Recrutement éthique

- Liberté d'association et négociation collective
- Non-discrimination et harcèlement
- Droits des femmes
- Diversité, équité et inclusion
- Droits des minorités et des peuples autochtones
- Droits à la terre, aux forêts et à l'eau, et expulsion forcée
- Utilisation de forces de sécurité privées ou publiques

5b. Votre société organise-t-elle des formations pour vos employés sur votre politique en matière de droits de l'homme et de conditions de travail?

► Formation sur les droits de l'homme

La formation sur les droits de l'homme et les conditions de travail devrait fournir des instructions claires aux employés sur les attentes, les politiques et les procédures relatives aux droits de l'homme et aux conditions de travail dans le contexte de la société.

La formation peut couvrir un ou plusieurs des sujets énumérés ci-dessous :

- Formation sur les droits du travail pour les employés et les travailleurs
- Formation sur la politique des droits de l'homme et les conditions de travail de la société
- Formation à l'égalité, à la diversité ou à la non-discrimination
- Campagne d'information pour des employés et des travailleurs sur l'identification des violations des droits de l'homme

Oui

Documents que nous acceptons

- Certificats de formation
- Captures d'écran d'apprentissage en ligne
- Documents de formation, par ex. des présentations de diapositives
- Certification de système de gestion pertinent, par ex. droits de l'homme et conditions de travail
- Autres documents qui prouvent que vous planifiez ou offrez des formations liées au sujet

Veuillez télécharger un document pertinent (PDF, image) (jusqu'à 15 Mo)

 No file selected



Non, mais nous communiquons sur ce sujet par le biais d'un intranet, de brochures, etc.

Documents que nous acceptons

- Capture d'écran de l'intranet
- Manuel des ressources humaines (RH) ou du personnel
- Contrat de travail couvrant le sujet concerné
- Autres documents prouvant que vous communiquez votre politique des droits de l'homme et les conditions de travail

Veuillez télécharger un document pertinent (PDF, image) (jusqu'à 15 Mo)

No file selected



Non

6. Votre site dispose-t-il d'un système de gestion pour gérer les questions relatives aux droits de l'homme et les conditions de travail ?(10.03%)

► Système de gestion des droits de l'homme et les conditions de travail

Un système de gestion des droits de l'homme et les conditions de travail (certifié ou non certifié) comprendra des processus visant à contrôler, gérer et améliorer les droits de l'homme et les conditions de travail dans l'ensemble des activités de la société. Disposer d'un système de gestion des droits de l'homme et les conditions de travail permet de responsabiliser les employés et les communautés et d'empêcher les violations des droits de l'homme. Il aide également les sociétés à gérer efficacement leurs risques et leurs impacts, ainsi qu'à anticiper et à aborder les problèmes potentiels.



Oui, nous disposons d'un système de gestion certifié reconnu à l'échelle internationale

Documents que nous acceptons

Système de gestion des droits de l'homme et les conditions de travail certifié et reconnu au niveau international :

- SA8000 Système de gestion sociale
- Certificat d'audit RSCI (étiquette COMPLÈTE/FULL label)

Si vous attendez votre nouveau certificat, veuillez télécharger une lettre de l'organisme certificateur confirmant la prolongation de la certification ainsi que le certificat original

Veuillez noter : nous n'acceptons pas l'étiquette INTÉRIMAIRE d'audit RSCI



Le document que vous téléchargez doit inclure le site dans la portée de la certification

Norme de certification

Organisme certificateur

Numéro du certificat

Valide jusqu'au

Mois Jour Année

Veillez télécharger un document pertinent (PDF, image) (jusqu'à 15 Mo)

No file selected



Oui, nous disposons d'un système de gestion certifié reconnu à l'échelle nationale

Documents que nous acceptons

Nous accepterons toute norme de certificat nationale et nous nous efforcerons de vérifier le certificat auprès de l'organisme certificateur concerné.

Si vous attendez votre nouveau certificat, veuillez télécharger une lettre de l'organisme certificateur confirmant la prolongation de la certification ainsi que le certificat original

Norme de certification

Organisme certificateur

Numéro du certificat

Valide jusqu'au

Mois Jour Année

Veillez télécharger un document pertinent (PDF, image) (jusqu'à 15 Mo)

No file selected



Oui, mais le système n'est pas certifié

Documents que nous acceptons

- Manuel des employés s'il couvre les questions pertinentes
- Flux de processus montrant les procédures pertinentes
- Rapport d'audit ou plan action corrective d'audit
- Capture d'écran du système de gestion interne si elle montre qu'il existe un lien clair avec un système de gestion désigné
- Preuve de l'évaluation et de l'amélioration des droits de l'homme et les conditions de travail

Veillez noter : nous n'acceptons pas les documents de politique comme preuve d'un système de gestion non certifié.



Le document que vous téléchargez doit être dans une langue prise en charge (anglais, français, espagnol, allemand, chinois mandarin ou portugais brésilien).

Veillez télécharger un document pertinent (PDF, image) (jusqu'à 15 Mo)

 No file selected

Non

Répondre

C. Santé et sécurité

7. Votre société dispose-t-elle d'une **politique officielle écrite concernant la santé et sécurité**, conforme à la législation locale, aux exigences de l'industrie et aux normes internationales ? (5.85%)

► Politique de santé et sécurité

Une politique de santé et sécurité est un document officiel, approuvé par la haute direction, qui démontre l'engagement d'une société aux normes de santé et sécurité pertinentes. La politique devrait décrire la responsabilité de la société à opérer en conformité avec la loi et les directives internationales. Une politique de santé et sécurité devrait souligner l'engagement de la direction et des employés en faveur d'un lieu de travail sain et sûr, avec un objectif de « zéro accident ». Il incombe à la direction de fournir des ressources et une organisation suffisantes pour la santé et sécurité et de procéder régulièrement à une évaluation des risques et à l'établissement de rapports afin d'assurer une amélioration continue du système.

Oui

Documents que nous acceptons

- Politique de santé et sécurité
- Manuel de l'employé s'il couvre les questions pertinentes
- Politique de RSE/durabilité si elle couvre les questions pertinentes
- Code de conduite ou autre politique commerciale s'il couvre les questions de santé et sécurité

Veillez noter : nous n'acceptons pas les certificats de système de gestion comme preuve des politiques.

! Le document que vous téléchargez doit inclure le nom ou le logo de votre société et doit être dans une langue prise en charge (anglais, français, espagnol, allemand, chinois mandarin ou portugais brésilien).

Veillez télécharger un document pertinent (PDF, image) (jusqu'à 15 Mo)

No file selected

Non

7a. Lesquels des domaines suivants sont couverts par cette politique ? Veuillez cocher toutes les cases qui s'appliquent.

! Si le document que vous téléchargez ne couvre pas tous les domaines politiques que vous sélectionnez ci-dessous, des lacunes seront signalées au cours du processus de validation. Vous ne recevrez pas de score pour les domaines politiques qui ne sont pas couverts par le document.

► Définitions

Conseils

(ref:7) La santé et sécurité désignent la science de l'anticipation, de la reconnaissance, de l'évaluation et du contrôle des dangers survenant sur le lieu de travail ou à partir de celui-ci et susceptibles de nuire à la santé et au bien-être des travailleurs, en tenant compte de l'impact possible sur les communautés environnantes et l'environnement général.
Source : OIT

(ref:8) Un système de gestion de santé et sécurité concerne les efforts et les procédures organisés pour identifier les risques sur le lieu de travail, réduire les accidents et l'exposition aux situations et aux substances nocives. Il comprend également la formation du personnel à la prévention des accidents, à la réponse aux accidents, aux procédures d'urgence et à l'utilisation de vêtements et d'équipements de protection. Un système de gestion peut être développé en interne ou conformément à des normes nationales ou internationales. Les systèmes de gestion certifiés offrent une meilleure assurance aux parties prenantes qu'une société s'est engagée à exercer ses activités de manière durable et qu'elle a mis en œuvre tous les processus nécessaires. Bien que le SAQ reconnaisse également les systèmes de gestion développés en interne, le score le plus élevé est obtenu si un système de gestion est certifié selon des normes reconnues au niveau international.

Norme de certification pertinente acceptée au niveau international :

- ISO 45001 Santé et sécurité au travail

Les équipements de protection individuelle (EPI) sont des équipements qui devraient être fournis par l'employeur pour se protéger contre les dangers et les risques pour la santé et la sécurité au travail. Il peut s'agir d'articles tels que des casques de sécurité et des casques de chantier, des gants, des protections oculaires, des vêtements à haute visibilité, des chaussures de sécurité et des harnais de sécurité.

La sécurité des machines devrait garantir l'utilisation et l'entretien sûrs des machines sur le lieu de travail, réduisant ainsi le nombre d'accidents et de blessures sur le lieu de travail.

La préparation aux situations d'urgence est l'acte de se préparer et de planifier une situation d'urgence sur le lieu de travail. La préparation avant un incident d'urgence joue un rôle essentiel en garantissant que les employeurs et les travailleurs disposent de l'équipement nécessaire, savent où aller et savent comment assurer leur sécurité lorsqu'une urgence survient. Les exercices de sécurité incendie et les procédures d'évacuation en sont des exemples.

La gestion des incidents et des accidents fait référence aux diverses actions et processus nécessaires pour mener les activités immédiates et continues après un incident ou un accident.

L'ergonomie des lieux de travail est la science qui consiste à adapter un lieu de travail aux besoins de l'utilisateur dans le but de réduire les efforts, la fatigue et les blessures en améliorant la conception des produits et l'aménagement de l'espace de travail. Cela comprend la hauteur du bureau, la hauteur de la chaise, la manutention manuelle et le levage de charges lourdes.

La manipulation des produits chimiques et/ou des substances biologiques signifie fournir des conseils aux employés sur la manière de manipuler les produits chimiques et/ou les substances biologiques sans nuire à la santé. Les sociétés devraient contrôler de manière adéquate l'exposition aux agents/substances, tant chimiques que biologiques, sur le lieu de travail, qui causent des problèmes de santé

Les systèmes de **protection contre l'incendie** jouent un rôle important pour assurer la sécurité des occupants, des biens et du bâtiment. Les sociétés devraient s'assurer que le lieu de travail est équipé de détecteurs de fumée, de panneaux de sortie de secours et d'éclairage, d'échelles d'évacuation, si nécessaire, et de systèmes de prévention des incendies tels que des extincteurs et des gicleurs.

Équipement de protection individuelle

Sécurité des machines

Préparation aux situations d'urgence

Gestion des incidents et des accidents

Ergonomie des lieux de travail

Manipulation de substances chimiques et/ou biologiques

Protection contre l'incendie

7b. Votre société organise-t-elle des formations pour vos employés sur votre politique de **santé et sécurité** ?

► Formation sur la santé et sécurité

La formation en matière de santé et sécurité devrait comprendre la fourniture d'instructions claires aux employés sur la manière de s'assurer qu'ils effectuent leurs tâches quotidiennes en toute sécurité et sans risque pour la santé.

La formation peut couvrir un ou plusieurs des domaines thématiques énumérés ci-dessous :

- Exercices d'évacuation en cas d'incendie et formation à la sécurité incendie
- Formation à l'utilisation des équipements de protection individuelle
- Formation à la politique de santé et sécurité de la société
- Inspections de l'environnement de travail
- Formation sur le travail avec des matières dangereuses
- Distribution de matériel éducatif sur les procédures de santé et sécurité
- Campagne d'information des travailleurs sur les procédures de santé et sécurité spécifiques au site

Oui

Documents que nous acceptons

- Certificats de formation
- Captures d'écran d'apprentissage en ligne
- Documents de formation, par ex. des présentations de diapositives
- Certification de système de gestion de santé et sécurité
- Autres documents prouvant que vous planifiez ou dispensez la formation liée au sujet

Veillez télécharger un document pertinent (PDF, image) (jusqu'à 15 Mo)

No file selected

Non, mais nous communiquons sur ce sujet par le biais d'un intranet, de brochures, etc.

Documents que nous acceptons

- Capture d'écran de l'intranet
- Manuel des ressources humaines (RH) ou du personnel
- Contrat de travail couvrant le sujet concerné
- Autres documents prouvant que vous communiquez votre politique de santé et sécurité

Veillez télécharger un document pertinent (PDF, image) (jusqu'à 15 Mo)

No file selected

Non

8. Votre site dispose-t-il d'un système de gestion de santé et sécurité ? (10.03%)

► Système de gestion de santé et sécurité

Un système de gestion de santé et sécurité (certifié ou non certifié) comprendra des processus visant à contrôler, gérer et améliorer la santé et la sécurité dans l'ensemble des activités de l'entreprise. Disposer d'un système de gestion de santé et sécurité permet de responsabiliser les employés et d'empêcher les incidents et accidents sur le lieu de travail. Il aide également les entreprises à gérer efficacement leurs risques et leurs impacts, ainsi qu'à anticiper et à traiter les problèmes potentiels.



Oui, nous disposons d'un système de gestion certifié reconnu à l'échelle internationale

Documents que nous acceptons

Système de gestion de santé et sécurité certifié et reconnu au niveau international :

- ISO 45001

Si vous attendez votre nouveau certificat, veuillez télécharger une lettre de l'organisme certificateur confirmant la prolongation de la certification ainsi que le certificat original.



Le document que vous téléchargez doit inclure le site dans la portée de la certification

Norme de certification

Organisme certificateur

Numéro du certificat

Valide jusqu'au

Mois	▼	Jour	▼	Année	▼
------	---	------	---	-------	---

Veuillez télécharger un document pertinent (PDF, image) (jusqu'à 15 Mo)

 No file selected

Oui, nous disposons d'un système de gestion certifié reconnu à l'échelle nationale

Documents que nous acceptons

Nous accepterons toute norme de certificat nationale et nous nous efforcerons de vérifier le certificat auprès de l'organisme certificateur concerné.

Si vous attendez votre nouveau certificat, veuillez télécharger une lettre de l'organisme certificateur confirmant la prolongation de la certification ainsi que le certificat original.

Norme de certification

Organisme certificateur

Numéro du certificat

Valide jusqu'au

Mois Jour Année

Veillez télécharger un document pertinent (PDF, image) (jusqu'à 15 Mo)

No file selected

Oui, mais le système n'est pas certifié

Documents que nous acceptons

- Manuel de l'employé s'il couvre les questions pertinentes
- Documentation des procédures de santé et sécurité
- Carnets de formation en matière de santé et sécurité
- Méthodes de prévention et de contrôle des risques
- Procédure de prévention, préparation et réponse aux situations d'urgence
- Manuel du système de santé et sécurité
- Capture d'écran du système de gestion interne s'il montre qu'il existe un lien clair avec un système de gestion désigné
- Flux de processus montrant les procédures pertinentes
- Évaluation des risques
- Rapport d'audit ou plan d'action corrective d'audit

Veillez noter : nous n'acceptons pas les documents de politique comme preuve d'un système de gestion non certifié.



Le document que vous téléchargez doit être dans une langue prise en charge (anglais, français, espagnol, allemand, chinois mandarin ou portugais brésilien).

Veillez télécharger un document pertinent (PDF, image) (jusqu'à 15 Mo)

No file selected

Non

Répondre

D. Éthique des affaires

9. Votre société dispose-t-elle d'une politique officielle couvrant l'éthique des affaires ? (5.85%)

► Politique d'éthique des affaires

Une politique d'éthique des affaires est un document officiel, approuvé par la haute direction, qui démontre l'engagement d'une société à mener ses affaires, conformément aux lois locales, dans ses activités et ses chaînes d'approvisionnement. La politique devrait souligner la responsabilité de la société à opérer en conformité avec la loi et les directives internationales.

Oui

Documents que nous acceptons

- Code de conduite ou politique de code d'éthique
- Manuel de l'employé s'il couvre les questions pertinentes
- Politique de RSE/durabilité si elle couvre les questions pertinentes
- Code de conduite ou autre politique commerciale s'il couvre les questions d'éthique des affaires

Veillez noter : nous n'acceptons pas les certificats de système de gestion comme preuve des politiques.

! Le document que vous téléchargez doit inclure le nom ou le logo de votre société et doit être dans une langue prise en charge (anglais, français, espagnol, allemand, chinois mandarin ou portugais brésilien).

Veillez télécharger un document pertinent (PDF, image) (jusqu'à 15 Mo)

No file selected

Non

9a. Lesquels des domaines suivants sont couverts par cette politique ? Veuillez cocher toutes les cases qui s'appliquent.

! Si le document que vous téléchargez ne couvre pas tous les domaines politiques que vous sélectionnez ci-dessous, des lacunes seront signalées au cours du processus de validation. Vous ne recevrez pas de score pour les domaines politiques qui ne sont pas couverts par le document.

► Définitions

La liste présentée fait référence aux [Principes directeurs de durabilité de l'industrie automobile](#)

Corruption peut prendre de nombreuses formes dont le degré varie de l'usage mineur de l'influence à la corruption institutionnalisée. Elle est définie comme l'abus d'un pouvoir confié à des fins privées. Il peut s'agir de gains financiers, mais aussi d'avantages non financiers.

Source : Pacte mondial des Nations unies et Transparency International

Protection des données à caractère personnel fait référence au droit d'une personne de décider elle-même qui peut traiter ses données personnelles et dans

quel but. Il s'agit également de la protection et de la sauvegarde de ces données contre l'accès non autorisé et la corruption des données tout au long de leur cycle de vie.

Responsabilité financière fait référence à la responsabilité d'une entreprise d'enregistrer, de maintenir et de rapporter avec précision la documentation commerciale, y compris, mais sans s'y limiter, les comptes financiers, les rapports de qualité, les relevés de temps, les notes de frais et les soumissions aux clients ou aux autorités réglementaires, le cas échéant. Les livres et registres doivent être tenus conformément à la législation en vigueur et aux principes comptables généralement admis.

Source : Global Automotive Sustainability Practical Guidance

Communication d'informations fait référence à la responsabilité d'une entreprise de divulguer des informations financières et non financières conformément aux réglementations applicables et aux pratiques en vigueur dans le secteur et, le cas échéant, de divulguer des informations concernant la main-d'œuvre, les pratiques en matière de santé et de sécurité, les pratiques environnementales, les activités commerciales, la situation financière et les performances.

Source : Global Automotive Sustainability Practical Guidance

Concurrence loyale et lutte contre les ententes fait référence aux entreprises qui respectent les normes de commerce et de concurrence loyale, y compris, mais sans s'y limiter, en évitant les pratiques commerciales qui restreignent illégalement la concurrence, l'échange inapproprié d'informations sur la concurrence et la fixation des prix, le truquage des offres ou la répartition inappropriée du marché. Il est de la responsabilité première des grandes, moyennes et petites entreprises de se conformer aux règles de concurrence. Les entreprises doivent être conscientes des risques d'infraction aux règles de concurrence et savoir comment élaborer une politique/stratégie de conformité qui réponde à leurs besoins. Une politique/stratégie de conformité efficace permet à une entreprise de minimiser le risque d'implication dans des infractions au droit de la concurrence, ainsi que les coûts résultant d'un comportement anticoncurrentiel.

Source : Global Automotive Sustainability Practical Guidance et la Commission européenne

Conflits d'intérêts se produit lorsqu'un individu ou une société (privée ou gouvernementale) est en mesure d'exploiter d'une manière ou d'une autre sa propre capacité professionnelle ou officielle pour en tirer un bénéfice personnel ou d'entreprise.

Source : OCDE

Pièces de contrefaçon fait référence à l'obligation pour les entreprises de développer, mettre en œuvre et maintenir des méthodes et des processus adaptés à leurs produits et services afin de minimiser le risque d'introduction de pièces et de matériaux contrefaits dans les produits livrables. Les entreprises doivent également mettre en place des processus efficaces pour détecter les pièces et matériaux contrefaits et, s'ils sont détectés, les mettre en quarantaine et en informer le client fabricant d'équipement d'origine (OEM) et/ou les forces de l'ordre, le cas échéant. Enfin, les entreprises doivent confirmer que toute vente à des clients non OEM est conforme aux lois locales et que les produits vendus seront utilisés de manière légale.

Source : Global Automotive Sustainability Practical Guidance

Propriété intellectuelle désigne les créations de l'esprit, telles que les inventions, les œuvres littéraires et artistiques, les dessins et modèles et les symboles, noms et images utilisés dans le commerce. Elle est protégée par la loi, par exemple par des brevets, des droits d'auteur et des marques, qui permettent aux gens d'être reconnus ou de tirer un avantage financier de ce qu'ils inventent ou créent.

Source : Organisation mondiale de la propriété intellectuelle

Contrôles des exportations et sanctions économiques font référence aux restrictions à l'exportation ou à la réexportation de biens, de logiciels, de services et de technologies, ainsi qu'aux restrictions applicables au commerce impliquant certains pays, régions, sociétés ou entités et individus.

Source : Global Automotive Sustainability Practical Guidance

Représailles est défini comme une décision et/ou une action administrative défavorable, directe ou indirecte, qui est menacée, recommandée ou prise contre une personne qui a signalé un acte répréhensible présumé impliquant un risque important ou qui a coopéré à un audit dûment autorisé ou à une enquête sur un rapport d'acte répréhensible. Les entreprises sont censées mettre en place des processus (système d'alerte) qui permettent de faire part de ses préoccupations

de manière anonyme, confidentielle et sans représailles.

Source : Organisation mondiale de la santé et Global Automotive Sustainability Practical Guidance

- Lutte contre la corruption et le blanchiment d'argent
- Protection et sécurité des données
- Responsabilité financière (registres exacts)
- Communication d'informations
- Concurrence loyale et lutte contre les ententes (antitrust)
- Conflits d'intérêts
- Pièces de contrefaçon
- Propriété intellectuelle
- Contrôles à l'exportation et sanctions économiques
- Lancement d'alertes et protection contre les représailles

9b. Votre société organise-t-elle des formations pour vos employés sur votre politique d'éthique des affaires ?

► Formation sur l'éthique des affaires

La formation sur l'éthique des affaires devrait développer la compréhension des employés sur des questions telles que les pots-de-vin/la subornation, la fraude, la corruption et la protection des données à caractère personnel afin de soutenir, d'identifier et de traiter de manière appropriée les questions éthiques si et quand elles se présentent.

Oui

Documents que nous acceptons

- Certificats de formation
- Captures d'écran d'apprentissage en ligne
- Documents de formation, par ex. des présentations de diapositives
- Autres documents prouvant que vous planifiez ou dispensez la formation liée au sujet

Veillez télécharger un document pertinent (PDF, image) (jusqu'à 15 Mo)

 No file selected

Non, mais nous communiquons sur ce sujet par le biais d'un intranet, de brochures, etc.

Documents que nous acceptons

- Capture d'écran de l'intranet
- Manuel des ressources humaines (RH) ou du personnel
- Contrat de travail couvrant le sujet concerné
- Autres documents prouvant que vous communiquez votre code de conduite ou politique sur l'éthique des affaires

Veillez télécharger un document pertinent (PDF, image) (jusqu'à 15 Mo)

 No file selected

Non

Répondre

E. Environnement

10. Votre société dispose-t-elle d'une **politique environnementale** officielle, qui comprend un engagement à la conformité légale, de mesure et d'amélioration continue de la performance environnementale ? (5.85%)

► Politique environnementale


Une politique environnementale montre les intentions et la direction générales de la société en ce qui concerne sa performance environnementale. Elle reflète l'engagement de la société et est formellement exprimée par la haute direction. Elle fournit un cadre d'action, en fixant des objectifs environnementaux qui tiennent compte des exigences légales et autres applicables, et de l'impact environnemental des activités, produits et services de la société, dans le but de réduire l'impact sur l'environnement, d'économiser les ressources et les coûts. La politique devrait garantir qu'il n'y a pas de modifications préjudiciables au sol, à la pollution de l'eau, aux émissions sonores nocives ou à la consommation excessive d'eau.

Oui

Documents que nous acceptons

- Politique environnementale
- Manuel de l'employé s'il couvre les questions pertinentes
- Politique de RSE/durabilité si elle couvre les questions pertinentes
- Code de conduite ou autre politique commerciale s'il couvre les questions environnementales

Veillez noter : nous n'acceptons pas les certificats de système de gestion comme preuve des politiques.


 Le document que vous téléchargez doit inclure le nom ou le logo de votre société et doit être dans une langue prise en charge (anglais, français, espagnol, allemand, chinois mandarin ou portugais brésilien).

Veillez télécharger un document pertinent (PDF, image) (jusqu'à 15 Mo)

No file selected

Non

10a. Lesquels des domaines suivants sont couverts par cette politique ? Veuillez cocher toutes les cases qui s'appliquent.

 Si le document que vous téléchargez ne couvre pas tous les domaines politiques que vous sélectionnez ci-dessous, des lacunes seront signalées au cours du processus de validation. Vous ne recevrez pas de score pour les domaines politiques qui ne sont pas couverts par le document.

► Définitions

Conseils

(ref:11) Un système de gestion peut être développé en interne ou conformément à des normes nationales ou internationales. Les audits environnementaux permettent à une organisation d'évaluer et de démontrer sa conformité à la législation, ses performances environnementales, ainsi que les avantages et les limites de sa politique environnementale. Il s'agit d'un moyen d'évaluer la mesure dans laquelle une société respecte les valeurs et les objectifs communs auxquels elle s'est engagée. Les audits environnementaux peuvent être réalisés en interne ou par un organisme externe qui délivre un certificat. Les systèmes de gestion certifiés offrent aux parties prenantes une meilleure assurance qu'une société s'est engagée à exercer ses activités de manière durable et qu'elle a mis en œuvre tous les processus nécessaires. Bien que le SAQ reconnaisse également les systèmes de gestion développés en interne, le score le plus élevé est obtenu si un système de gestion est certifié selon des normes internationalement reconnues.

Exemples de normes de certification pertinentes reconnues au niveau international incluent :

- ISO14001:2015 EMS
- ISO14064 GES
- PAS 2060 Neutralité carbone
- Certification BS8555 : Mise en œuvre de systèmes de management environnemental
- PAS2050 Empreinte carbone
- Système de management environnemental et d'audit de l'UE (EMAS)

La liste présentée fait référence aux [Principes directeurs de durabilité de l'industrie automobile](#)

Les gaz à effet de serre emprisonnent la chaleur dans l'atmosphère et contribuent au réchauffement de la planète.

L'efficacité énergétique désigne la quantité d'énergie utilisée de manière productive pour une même quantité d'intrants énergétiques.

L'énergie renouvelable désigne l'énergie qui provient de ressources naturelles qui ne s'épuisent pas lorsqu'elles sont utilisées. Il s'agit par exemple de l'énergie éolienne, solaire ou géothermique.

La décarbonation consiste à éliminer les émissions de gaz à effet de serre de la chaîne de valeur d'une entreprise.

La qualité et la consommation de l'eau comprennent l'accès à une eau propre et sa conservation pour les générations futures.

La qualité de l'air est le niveau de pollution de l'air dans l'atmosphère.

La gestion responsable des produits chimiques prend en compte le cycle de vie des produits chimiques, y compris leur manipulation, leur stockage et leur élimination.

La gestion durable des ressources est la pratique d'utiliser moins pour préserver les ressources.

La réduction des déchets est la pratique d'utiliser moins de ressources pour minimiser les déchets et préserver les ressources.

La réutilisation fait référence à la pratique d'utiliser des matériaux ou des produits existants tels quels afin de réduire les déchets, tandis que le recyclage consiste à transformer un produit en une matière première qui peut être réutilisée, souvent dans un produit entièrement nouveau.

Le bien-être des animaux fait référence aux conditions dans lesquelles vit un animal. Un animal est dans un bon état de bien-être s'il est en bonne santé, confortable, bien nourri, en sécurité, capable d'exprimer son comportement inné et s'il est exempt de douleur, de peur ou de détresse inutiles.

La biodiversité, l'utilisation des sols, la déforestation et la qualité des sols font toutes référence au maintien des écosystèmes afin que la flore et la faune ne disparaissent pas et que les habitats naturels ne subissent pas de dommages irréparables. Dans le cadre des plans du « Green Deal » de l'Union européenne visant à protéger les écosystèmes et la biodiversité, la Commission européenne a proposé une nouvelle loi pour mettre fin à la déforestation et minimiser l'impact de l'UE sur les forêts du monde entier. La proposition de [loi](#) obligera les entreprises qui vendent des produits de base liés à la déforestation et à la dégradation des forêts - tels que le soja, l'huile de palme, le bois et les produits à base de bœuf (par ex. le cuir) - à s'assurer qu'ils sont « exempts de déforestation » avant de les mettre sur le marché européen ou de les exporter de l'UE. Source : Commission européenne (Direction générale de l'environnement)

La qualité du sol est la mesure de l'état dans lequel se trouve le pétrole pour faire ce qu'il doit faire, notamment en ce qui concerne l'amélioration de l'environnement et la santé humaine.

Les émissions sonores sont liées à l'émission de bruit dans l'environnement à partir de diverses sources qui peuvent être regroupées en : activités de transport, activités industrielles et activités normales quotidiennes.

Déclarations des émissions de GES

Efficacité énergétique

- Énergie renouvelable
- Décarbonation
- Qualité, consommation et gestion de l'eau
- Qualité de l'air
- Gestion responsable des produits chimiques
- Gestion durable des ressources
- Réduction des déchets
- Réutilisation et recyclage
- Bien-être des animaux
- Biodiversité, utilisation des terres et déforestation
- Qualité du sol
- Émissions sonores
- Autres domaines

Veillez préciser

10b. Votre société organise-t-elle des formations pour vos employés sur votre politique environnementale ?

► **Formation environnementale**

La formation environnementale devrait fournir des instructions et des indications claires aux employés pour s'assurer qu'ils mènent leurs activités quotidiennes de manière à réduire ou à atténuer l'impact négatif sur l'environnement.

La formation environnementale peut couvrir un ou plusieurs des sujets énumérés ci-dessous :

- Gaz à effet de serre
- Qualité de l'eau
- Qualité de l'air
- Gestion durable des ressources
- Gestion responsable des produits chimiques

Oui

Documents que nous acceptons

- Certificats de formation
- Captures d'écran d'apprentissage en ligne
- Documents de formation, par ex. des présentations de diapositives
- Certification de système de gestion environnementale
- Autres documents prouvant que vous planifiez ou dispensez la formation liée au sujet

Veillez télécharger un document pertinent (PDF, image) (jusqu'à 15 Mo)

No file selected

Non, mais nous communiquons sur ce sujet par le biais d'un intranet, de brochures, etc.

Documents que nous acceptons

- Capture d'écran de l'intranet
- Manuel des ressources humaines (RH) ou du personnel
- Contrat de travail couvrant le sujet concerné
- Autres documents prouvant que vous communiquez votre politique environnementale

Veillez télécharger un document pertinent (PDF, image) (jusqu'à 15 Mo)

No file selected

Non

11. Votre site dispose-t-il d'un système de gestion environnementale ? (10.02%)

► Système de gestion environnementale

Un système de gestion environnementale (certifié ou non certifié) comprendra des processus visant à contrôler, gérer et améliorer les performances environnementales dans l'ensemble des activités de la société. Un système de gestion environnementale permet à une société, de manière structurée et préventive, de travailler sur ses performances environnementales et d'améliorer l'impact environnemental de ses activités, produits et services. Les exemples incluent : le développement d'une politique/instructions ; l'établissement d'objectifs ; la souscription aux exigences légales et autres ; la gestion des risques ; la mise en œuvre de procédures de travail pour réaliser des améliorations continues afin de soutenir la protection de l'environnement ; et la réduction ou la prévention de la pollution.

Oui, nous disposons d'un système de gestion certifié reconnu à l'échelle internationale

Documents que nous acceptons

Système de gestion environnementale certifié et reconnu au niveau international :

- ISO 14001:2015
- ISO 14064 GES
- PAS2050 Empreinte carbone
- PAS2060 Neutralité carbone
- Certification BS8555 : Mise en œuvre de systèmes de management environnemental
- Système de management environnemental et d'audit de l'UE (EMAS)

Si vous attendez votre nouveau certificat, veuillez télécharger une lettre de l'organisme certificateur confirmant la prolongation de la certification ainsi que le certificat original



Le document que vous téléchargez doit inclure le site dans la portée de la certification

Norme de certification

Organisme certificateur

Numéro du certificat

Valide jusqu'au

Mois	▼	Jour	▼	Année	▼
------	---	------	---	-------	---

Veillez télécharger un document pertinent (PDF, image) (jusqu'à 15 Mo)

 No file selected

Oui, nous disposons d'un système de gestion certifié reconnu à l'échelle nationale

Documents que nous acceptons

Nous accepterons toute norme de certificat nationale et nous nous efforcerons de vérifier le certificat auprès de l'organisme certificateur concerné.

Si vous attendez votre nouveau certificat, veuillez télécharger une lettre de l'organisme certificateur confirmant la prolongation de la certification ainsi que le certificat original.

Norme de certification

Organisme certificateur

Numéro du certificat

Valide jusqu'au

Mois Jour Année

Veillez télécharger un document pertinent (PDF, image) (jusqu'à 15 Mo)

No file selected



Oui, mais le système n'est pas certifié

Documents que nous acceptons

- Manuel de l'employé s'il couvre les questions pertinentes
- Manuel du système de gestion environnementale
- Capture d'écran du système de gestion interne si elle montre qu'il existe un lien clair avec un système de gestion désigné
- Flux de processus montrant les procédures pertinentes
- Rapport d'audit ou plan d'action corrective d'audit
- Preuve d'évaluation et d'amélioration environnementales

Veillez noter : nous n'acceptons pas les documents de politique comme preuve d'un système de gestion non certifié.



Le document que vous téléchargez doit être dans une langue prise en charge (anglais, français, espagnol, allemand, chinois mandarin ou portugais brésilien).

Veillez télécharger un document pertinent (PDF, image) (jusqu'à 15 Mo)

No file selected



Non

Répondre

12. Votre site dispose-t-il d'un système de gestion de l'énergie ? (3.76%)

► Système de gestion de l'énergie

Un système de gestion de l'énergie (certifié ou non certifié) comprendra des processus de contrôle, de gestion et d'amélioration des ressources énergétiques et de l'efficacité sur l'ensemble du site.



Oui, nous disposons d'un système de gestion certifié reconnu à l'échelle internationale

Documents que nous acceptons

Système de gestion de l'énergie certifié et reconnu au niveau international :

- ISO 50001

Si vous attendez votre nouveau certificat, veuillez télécharger une lettre de l'organisme certificateur confirmant la prolongation de la certification ainsi que le certificat original



Le document que vous téléchargez doit inclure le site dans la portée de la certification

Norme de certification

Organisme certificateur

Numéro du certificat

Valide jusqu'au

Mois Jour Année

Veuillez télécharger un document pertinent (PDF, image) (jusqu'à 15 Mo)

Choose File No file selected



Oui, nous disposons d'un système de gestion certifié reconnu à l'échelle nationale

Documents que nous acceptons

Nous accepterons toutes normes de certification nationales et nous nous efforcerons de vérifier le certificat auprès de l'organisme certificateur concerné.

Si vous attendez votre nouveau certificat, veuillez télécharger la lettre de l'organisme certificateur confirmant la prolongation de la certification ainsi que le certificat original.

Conseils

(ref:12) Un système de gestion de l'énergie est un processus systématique visant à améliorer continuellement la performance énergétique et à maximiser les économies d'énergie. Un système de gestion peut être développé en interne ou conformément à des normes nationales ou internationales. Les systèmes de gestion certifiés offrent une meilleure assurance aux parties prenantes qu'une entreprise s'est engagée à exercer ses activités de manière durable et qu'elle a mis en œuvre tous les processus nécessaires. Bien que le SAQ reconnaisse également les systèmes de gestion développés en interne, le score le plus élevé sera obtenu si un système de gestion est certifié selon des normes internationalement reconnues.

Norme de certification pertinente internationalement reconnue :

- ISO 50001 - Gestion de l'énergie

(ref:13) Les sources d'énergie renouvelables sont des sources d'énergie inépuisables qui se reconstituent naturellement au fil du temps. Les sources d'énergie suivantes peuvent être classées comme renouvelables :

- Éolienne
- Solaire
- Hydroélectricité
- Biomasse
- Géothermie
- Marine

(ref:15) Selon le [Greenhouse Gas Protocol](#), un élément clé de la gestion efficace des gaz à effet de serre (GES) est la fixation d'un objectif de réduction des émissions de GES et le suivi de performance par rapport à cet objectif. Les objectifs de réduction des émissions pourraient couvrir :

- Scope 1 - émissions directes de la société liées à la combustion de combustibles fossiles sur place ;
- Scope 2 - émissions indirectes de la société liées à la production d'électricité, de chaleur ou de vapeur achetée ;
- Scope 3 - émissions indirectes de la société liées aux activités de la chaîne de valeur de votre société, y compris les émissions en amont et en aval.

Norme de certification

Organisme certificateur

Numéro du certificat

Valide jusqu'au

Mois Jour Année

Veillez télécharger un document pertinent (PDF, image) (jusqu'à 15 Mo)

Choose File No file selected

Oui, mais le système n'est pas certifié

Documents que nous acceptons

- Manuel de l'employé s'il couvre les questions pertinentes
- Manuel du système de gestion de l'énergie
- Capture d'écran du système de gestion interne si elle montre qu'il existe un lien clair avec un système de gestion désigné
- Flux de processus montrant les procédures pertinentes
- Rapport d'audit ou plan d'action corrective d'audit
- Rapport de Carbon Trust
- Preuve d'évaluation et d'amélioration de l'énergie

Veillez noter : nous n'acceptons pas les documents de politique comme preuve d'un système de gestion non certifié.

! Le document que vous téléchargez doit être dans une langue prise en charge (anglais, français, espagnol, allemand, chinois mandarin ou portugais brésilien).

Veillez télécharger un document pertinent (PDF, image) (jusqu'à 15 Mo)

Choose File No file selected

Non

13. Quel pourcentage de l'électricité utilisée sur votre site au cours de la dernière année civile provenait de sources renouvelables ?

Documents que nous acceptons

- Factures de consommation d'énergie et/ou certificats
- Preuve des tarifs d'électricité verte
- Contrat d'énergie s'il couvre une source d'énergie renouvelable
- Contrat d'achat d'énergie verte (PPA)
- Certificat d'énergie renouvelable (REC)
- Autres documents prouvant que votre électricité provient de sources renouvelables

Veuillez télécharger un document pertinent (PDF, image) (jusqu'à 15 Mo)

No file selected

14. Quel pourcentage de l'énergie consommée pour **chauffer/rafraîchir** votre site au cours de la dernière année civile provenait de sources renouvelables ?

Documents que nous acceptons

- Factures de consommation d'énergie et/ou certificats
- Preuve des tarifs d'énergie verte
- Contrat d'énergie s'il couvre une source d'énergie renouvelable
- Contrat d'achat d'énergie verte (PPA)
- Certificat d'énergie renouvelable (REC)
- Autres documents prouvant que votre chauffage/refroidissement provient de sources renouvelables

Veuillez télécharger un document pertinent (PDF, image) (jusqu'à 15 Mo)

No file selected

15. Votre société fixe-t-elle des objectifs de réduction des gaz à effet de serre ?

► Objectifs de réduction des gaz à effet de serre

Les entreprises peuvent fixer divers objectifs de réduction des GES, notamment :

- Un seul objectif pour toutes leurs émissions (émissions totales du scope 1 + émissions du scope 2 + émissions du scope 3)
- Un seul objectif pour leurs émissions totales du scope 3
- Une combinaison d'objectifs, par exemple un objectif pour les émissions totales du scope 1 + 2 + 3 ainsi que des objectifs pour les catégories individuelles du scope 3

Oui

Documents que nous acceptons

- Un rapport qui comprend les objectifs de réduction
- Capture d'écran de l'intranet montrant les objectifs de réduction
- Capture d'écran du site web montrant les objectifs de réduction
- Autres documents qui prouvent vos objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre

Veillez télécharger un document pertinent (PDF, image) (jusqu'à 15 Mo)

No file selected

Non

15a. Les objectifs sont-ils approuvés par l'initiative Science Based Targets (SBTi) ?

► Initiatives d'objectifs de réduction des GES

Il existe plusieurs initiatives qui aident les entreprises à fixer et à valider leurs objectifs de réduction des émissions de GES, comme l'initiative Science Based Targets, SME Climate Hub et Race to Zero. Ces initiatives définissent les critères que les entreprises doivent respecter afin de contribuer à l'objectif de l'Accord de Paris visant à atteindre zéro émission nette d'ici 2050.

Oui

! Nous vérifierons si vos objectifs ont été approuvés par l'initiative Science Based Targets (SBTi)

Veillez fournir l'ISIN (le numéro d'identification international des titres ou International Securities Identification Number en anglais) associé à vos objectifs approuvés par l'initiative SBT

L'ISIN est un code alphanumérique à 12 chiffres. Exemple : AB1234567CD8.

Non, mais conformément à d'autres normes (SME Climate Hub, Objectif zéro, ou équivalent)

Non

15b. Votre société a-t-elle des objectifs de réduction des émissions pour les émissions de votre chaîne d'approvisionnement en amont (scope 3) ?

► Émissions du scope 3

Scope 3 - Émissions indirectes de la société liées aux activités de la chaîne de valeur de votre société, y compris les émissions en amont et en aval.

Oui

Documents que nous acceptons

- Un rapport qui comprend les objectifs de réduction du scope 3
- Capture d'écran de l'intranet montrant les objectifs de réduction du scope 3
- Capture d'écran du site web montrant les objectifs de réduction du scope 3
- Autres documents qui prouvent vos objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre du scope 3

Veillez télécharger un document pertinent (PDF, image) (jusqu'à 15 Mo)

 No file selected Non

Répondre

16. Votre site utilise-t-il des **substances soumises à des restrictions** en vertu d'une disposition légale nationale ou internationale dans la production ou les opérations ? (5.85%)

► Substances soumises à des restrictions

Les restrictions sont un outil permettant de protéger la santé humaine et l'environnement contre les risques inacceptables posés par les produits chimiques. Les restrictions peuvent limiter ou interdire la fabrication, la mise sur le marché ou l'utilisation d'une substance. Une restriction s'applique à toute substance seule, dans un mélange ou dans un article, y compris celles qui ne nécessitent pas d'enregistrement. Elle peut également s'appliquer aux importations.

Des exemples de substances dangereuses (restrictives) incluent, mais ne sont pas limités à : Chromé, plomb, colorants AZO, DMF, HAP, phtalates, PFOS, libération de nickel.

Source : L'Agence européenne des produits chimiques

Exemples de réglementations sur les substances réglementées et la manipulation des produits chimiques :

[REACH](#) (Enregistrement, évaluation et autorisation des produits chimiques) est un règlement de l'Union européenne qui traite de la production et de l'utilisation des substances chimiques, et de leur impact potentiel sur la santé humaine et l'environnement. Le règlement définit et inclut les substances, les préparations et les articles. Les fabricants et les importateurs sont tenus de recueillir des informations sur les propriétés de leurs substances chimiques et d'enregistrer ces informations dans une base de données centrale gérée par l'Agence européenne des produits chimiques.

[RoHS](#) (Restriction of Hazardous Substances) ou la Directive relative à la limitation de l'utilisation de certaines substances dangereuses dans les équipements électriques et électroniques (2011/65/UE) interdit la mise sur le marché européen de nouveaux équipements électriques et électroniques contenant plus que les niveaux convenus de plomb, de cadmium, de mercure et d'autres substances.

[VHU 2000/53/EC](#) établit des mesures visant à prévenir les déchets provenant des véhicules et, en outre, à réutiliser, recycler et valoriser sous d'autres formes les véhicules hors d'usage et leurs composants afin de réduire l'élimination des déchets, ainsi qu'à améliorer les performances environnementales de tous les opérateurs économiques intervenant dans le cycle de vie des véhicules, et notamment des opérateurs directement impliqués dans le traitement des véhicules hors d'usage.

[La Convention de Minamata sur le mercure](#) réglemente l'utilisation du mercure. La production de produits avec du mercure ajouté est autorisée dans le cadre des exceptions de l'annexe A, dans le cadre d'exceptions enregistrées, ou s'il existe une stratégie alternative pour le produit signalée à la Conférence des Parties par un pays (Art. 4(2) lit. a). L'utilisation de mercure (composés) dans les procédés de fabrication est autorisée en vertu de l'annexe B ou d'exceptions enregistrées (art. 5(2) et art. 6). La convention traite également du stockage provisoire du mercure et de son élimination lorsqu'il devient un déchet, des sites contaminés par le mercure ainsi que des questions de santé. Les déchets de mercure doivent être traités conformément à l'art. 11(3).

[La Convention de Stockholm sur les polluants organiques persistants](#). La Convention demande à ses parties de prendre des mesures pour éliminer ou réduire les rejets de POP dans l'environnement. La production et l'utilisation sont autorisées pour la recherche à l'échelle du laboratoire ou comme norme de référence (art. 3(5)), dans le cadre des exceptions de l'annexe I, du délai de grâce de l'art. 4(2), phrase 1, du règlement (UE) 2019/1021, ou de l'annexe I, partie B, du règlement (CE) n° 850/2004. La manipulation, la collecte, le stockage et l'élimination sont autorisés en vertu de l'art. 6.

[La Convention de Bâle](#) interdit l'importation et l'exportation de déchets dangereux depuis et vers des pays tiers et certains des pays parties. Outre les dispositions de la convention, la Directive 91/689/CEE du Conseil doit être prise en compte pour définir les déchets dangereux.

Oui

Non

Répondre

16a. Votre site dispose-t-il de **procédures écrites pour gérer les substances soumises à des restrictions** en vertu d'une quelconque réglementation ?

► Procédures pour gérer des substances soumises à des restrictions

Indépendamment de la taille de la société ou de l'industrie dans laquelle elle opère, les procédures de gestion des substances soumises à des restrictions doivent démontrer leur conformité à la législation et aux lignes directrices locales.


Oui

Documents que nous acceptons

- Sommaire du manuel de système de gestion indiquant les procédures pertinentes
- Fiche de données de sécurité
- Preuve d'enregistrement auprès de l'Agence européenne des produits chimiques (ECHA en anglais)
- Flux de processus montrant les procédures pertinentes
- Politique en matière de substances soumises à des restrictions
- Fiche de données de sécurité (FDS)

Les certificats de tiers suivants si la portée couvre le site en question :

- Certificat de conformité de REACH ou RoHS
- ISO 14001 (si la portée couvre les substances soumises à des restrictions)
- EMAS (si la portée couvre des substances soumises à des restrictions)
- RC 14001 (qui comprend RCMS)
- Certification IECQ HSPM/spécification IECQ QC 080000
- SQAS (Système d'évaluation de la sécurité et de la qualité)

 **Le document que vous téléchargez doit être dans une langue prise en charge (anglais, français, espagnol, allemand, chinois mandarin ou portugais brésilien).**

Veillez télécharger un document pertinent (PDF, image) (jusqu'à 15 Mo)

No file selected

Non

16b. Lesquels des domaines suivants sont couverts par ces procédures écrites ?
Veillez cocher toutes les cases qui s'appliquent.

La fabrication de produits contenant du mercure ajouté, l'utilisation de mercure et de composés de mercure dans les processus de fabrication et le traitement des déchets de mercure
Référence à la Convention de Minamata

La production et l'utilisation de polluants organiques persistants
Référence à la Convention de Stockholm sur les Polluants organiques persistants

La manipulation, la collecte, le stockage et l'élimination des déchets de polluants organiques persistants

Référence à la Convention de Stockholm sur les Polluants organiques persistants

L'exportation de déchets dangereux

Référence à la Convention de Bâle sur le Contrôle des mouvements transfrontaliers de déchets dangereux et de leur élimination

L'importation de déchets dangereux et d'autres déchets

Référence à la Convention de Bâle sur le Contrôle des mouvements transfrontaliers de déchets dangereux et de leur élimination

Autre

Si autre, veuillez préciser.

Répondre

17. Votre société a-t-elle un score CDP actuel ?

Oui

Documents que nous acceptons

- Le rapport CDP devrait être adressé au nom de votre société (le nom du siège de la société est acceptable).
- Le rapport CDP devrait être à jour (émis au cours des 12 derniers mois)

Veillez vous assurer de télécharger le rapport de score final produit par CDP pour cette question, et pas le questionnaire.

Pour plus d'informations sur la façon de télécharger votre rapport de score CDP, visitez [Conseils pour des entreprises de CDP](#).

Veillez télécharger un document pertinent (PDF, image) (jusqu'à 15 Mo)

 No file selected

Non

17a. Veuillez préciser votre score CDP relatif au **changement climatique**

Score Année

 Année

17b. Veuillez préciser votre score CDP relatif à l'**eau**

Score Année

 Année

17c. Veuillez préciser votre score CDP relatif à la **forêt**

Score Année

 Année

Conseils

Le CDP utilise une méthodologie de notation pour encourager les sociétés à mesurer et à gérer les impacts environnementaux en participant aux programmes du CDP sur le changement climatique, l'eau, les forêts et la chaîne d'approvisionnement. Chacun des questionnaires du CDP (Changement climatique, Eau et Forêts) possède une méthodologie de notation individuelle.

Répondre

F. Gestion responsable de la chaîne d'approvisionnement

18. Votre société a-t-elle des exigences fixes de RSE/durabilité envers des fournisseurs ? (10.04%)

► Exigences de RSE pour les fournisseurs

Les exigences en matière de RSE/durabilité pour les fournisseurs sont souvent énoncées soit dans un document de code de conduite spécifique aux fournisseurs, soit dans un document de conduite de la société qui s'applique à la fois aux employés internes et aux partenaires commerciaux externes, tels que les fournisseurs. L'objectif, à travers ces exigences de RSE, devrait être de promouvoir des conditions de travail, les droits de l'homme et la responsabilité environnementale sains tout au long de la chaîne d'approvisionnement.

Oui

Documents que nous acceptons

- Politique de durabilité des fournisseurs
- Politiques de RSE/durabilité qui font référence à l'adhésion des fournisseurs
- Code de conduite des fournisseurs qui fait spécifiquement référence à l'adhésion des fournisseurs
- Accord général d'achat qui s'applique aux fournisseurs et qui fait référence à la durabilité

! Le document que vous téléchargez doit inclure le nom ou le logo de votre société et doit être dans une langue prise en charge (anglais, français, espagnol, allemand, chinois mandarin ou portugais brésilien).

Veillez télécharger un document pertinent (PDF, image) (jusqu'à 15 Mo)

No file selected

Non

18a. Quels sont les domaines couverts par ces exigences de RSE/durabilité ?
Veillez cocher toutes les cases qui s'appliquent.

! Si le document que vous téléchargez ne couvre pas tous les domaines politiques que vous sélectionnez ci-dessous, des lacunes seront signalées au cours du processus de validation. Vous ne recevrez pas de score pour les domaines politiques qui ne sont pas couverts par le document.

► Droits de l'homme et les conditions de travail

Les attentes de droits de l'homme exigent des fournisseurs et de leur chaîne d'approvisionnement qu'ils maintiennent et protègent les droits de l'homme.

Travail des enfants et jeunes travailleurs

- Salaires et avantages sociaux
- Heures de travail
- L'esclavage moderne (c.-à-d. l'esclavage, la servitude et le travail forcé ou obligatoire et le trafic d'êtres humains)
- Recrutement éthique
- Liberté d'association et négociation collective
- Non-discrimination et harcèlement
- Droits des femmes
- Diversité, équité et inclusion
- Droits des minorités et des peuples autochtones
- Droits à la terre, aux forêts et à l'eau, et expulsion forcée
- Utilisation de forces de sécurité privées ou publiques

► Santé et sécurité

Les attentes de santé et sécurité exigent que les fournisseurs et leur chaîne d'approvisionnement se conforment à la réglementation en maintenant des environnements de travail sûrs.

- Santé et sécurité

► Éthique des affaires

Les attentes d'éthique des affaires exigent que les fournisseurs et leur chaîne d'approvisionnement soient transparents, responsables et conformes à l'éthique dans leurs activités.

- Lutte contre la corruption et le blanchiment d'argent
- Protection et sécurité des données
- Responsabilité financière (registres exacts)
- Communication d'informations

Concurrence loyale et lutte contre les ententes (antitrust)

Conflits d'intérêts

Pièces de contrefaçon

Propriété intellectuelle

Contrôles à l'exportation et sanctions économiques

Lancement d'alertes et protection contre les représailles

► Environnement

Les attentes environnementales exigent que les fournisseurs et leur chaîne d'approvisionnement soient responsables et tiennent compte de leur impact sur l'environnement.

Déclarations des émissions de GES

Efficacité énergétique

Énergie renouvelable

Décarbonation

Qualité, consommation et gestion de l'eau

Qualité de l'air

Gestion responsable des produits chimiques

Gestion durable des ressources

Réduction des déchets

Réutilisation et recyclage

Bien-être des animaux

Biodiversité, utilisation des terres et déforestation

Qualité du sol

Émissions sonores

Autres domaines

Veillez préciser

► Gestion des fournisseurs en amont

La gestion des fournisseurs en amont fait référence à l'application des exigences de durabilité dans l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement, c.-à-d. s'assurant que les fournisseurs ont également établi des exigences en matière de RSE/durabilité pour leurs propres fournisseurs.

Définition et mise en œuvre de normes similaires envers les propres fournisseurs de niveau 1

Exigences contraignantes envers les fournisseurs de niveau 1 pour transmettre les normes tout au long de la chaîne d'approvisionnement

Répondre

18b. Votre société utilise-t-elle l'un des modes suivants pour communiquer ses exigences de RSE/durabilité des fournisseurs à vos fournisseurs ? Veuillez cocher toutes les cases qui s'appliquent.

Inclus dans les conditions générales

Documents que nous acceptons

- Conditions générales des fournisseurs qui font référence à la durabilité
- Accord général d'achat qui s'applique aux fournisseurs et fait référence à la durabilité

Veuillez télécharger un document pertinent (PDF, image) (jusqu'à 15 Mo)

 No file selected

Formation des fournisseurs

Documents que nous acceptons

- Captures d'écran d'apprentissage en ligne
- Matériel de formation, par ex. des présentations de diapositives
- Autres documents prouvant que vous planifiez ou dispensez une formation liée au domaine concerné

Veuillez télécharger un document pertinent (PDF, image) (jusqu'à 15 Mo)

 No file selected

Code de conduite des fournisseurs/politique de durabilité des fournisseurs

Documents que nous acceptons

- Politique de durabilité des fournisseurs
- Politiques de RSE/durabilité qui incluent une référence à l'adhésion des fournisseurs
- Code de conduite des fournisseurs qui fait spécifiquement référence à l'adhésion des fournisseurs

Veuillez télécharger un document pertinent (PDF, image) (jusqu'à 15 Mo)

 No file selected

Site web de la société/portail des fournisseurs

Documents que nous acceptons

- Capture d'écran du portail des fournisseurs qui fait référence à la durabilité
- Capture d'écran du site web qui fait référence aux exigences de durabilité des fournisseurs

Veillez télécharger un document pertinent (PDF, image) (jusqu'à 15 Mo)

 No file selected Aucun

18c. Quels processus votre société a-t-elle mis en place pour vérifier si les fournisseurs répondent à vos exigences de durabilité ? Veuillez cocher toutes les cases qui s'appliquent.

► Processus de surveillance des fournisseurs

Si une société fixe des exigences pour leurs fournisseurs, elle doit prévoir des dispositions pour surveiller la mise en œuvre de ces exigences dans le cadre des opérations commerciales de son fournisseur. Le suivi des fournisseurs fournit des informations et identifie les domaines dans lesquels des améliorations positives peuvent être apportées en collaboration. Cela peut être réalisé par :

- Un audit de tierce partie est un audit externe réalisé par des organisations indépendantes telles que des registraires (organismes certificateurs) ou des régulateurs.
- Un audit de seconde partie est un audit externe réalisé par des clients ou par d'autres en leur nom. Il peut également être réalisé par des régulateurs ou toute partie externe qui a un intérêt formel dans une organisation.
- Un questionnaire d'autoévaluation (SAQ) peut être utilisé pour évaluer les activités de RSE et de durabilité d'une chaîne d'approvisionnement, et identifier les améliorations potentielles.

 Audits de tierce partie menés par un organisme de certification accrédité

Documents que nous acceptons

- Rapport d'audit de tierce partie
- Certificats de tierce partie
- Lettre d'une société d'audit de tierce partie faisant référence aux audits
- Autres documents prouvant que vous planifiez ou entreprenez des audits de tierce partie

Veillez télécharger un document pertinent (PDF, image) (jusqu'à 15 Mo)

 No file selected Audits de seconde partie menés par votre société

Documents que nous acceptons

- Rapport d'audit de seconde partie
- Autres documents prouvant que votre société prévoit ou entreprend des audits de vos fournisseurs

Veillez télécharger un document pertinent (PDF, image) (jusqu'à 15 Mo)

 No file selected Questionnaire d'autoévaluation

Documents que nous acceptons

- Un questionnaire d'autoévaluation
- Détails sur le système de surveillance ou un document en ligne qui se réfère à un processus d'autoévaluation des fournisseurs
- Lettre du client SUPPLIERASSURANCE

Veillez télécharger un document pertinent (PDF, image) (jusqu'à 15 Mo)

 No file selected Aucun

19. Votre société réalise-t-elle des évaluations des risques de durabilité dans le cadre des activités de diligence raisonnable ?

 Oui Non

19a. Quelle est la portée de l'évaluation des risques ? Veuillez cocher toutes les cases qui s'appliquent.

 Domaine d'activité propre Fournisseurs directs (niveau 1) Fournisseurs indirects (niveau n)

19b. À quelle fréquence votre société réalise-t-elle des évaluations des risques ?

 Annuellement Tous les 2 ans

- Ponctuellement, lorsque nous nous attendons à ce que la situation du risque change de manière significative
- Ponctuellement, lorsque nous savons qu'il pourrait y avoir une violation, par ex. à partir d'une plainte
- Autre

Répondre

G. Approvisionnement responsable en matières premières

20. Retrouve-t-on certaines des matières suivantes dans vos produits ? Veuillez cocher toutes les cases qui s'appliquent. (4.38%)

Aluminium/bauxite

Chrome

Cobalt

Cuivre

Coton

Verre (sable de silice)

Or

Graphite (naturel)

Cuir

Lithium

Magnésium

Manganèse

Mica

Molybdène

Nickel

Niobium

Conseils

(ref:20) Le platine a été ajouté à la liste des matériaux prioritaires, car ce métal fait partie des Métaux du groupe du platine (MGP).

Le platine, avec le palladium et le rhodium, sont actuellement les plus consommés par l'industrie automobile

- Palladium
- Platine
- Polysilicium
- Éléments de terres rares
- Rhodium
- Caoutchouc naturel
- Acier/Fer
- Tantale
- Étain
- Tungstène
- Zinc
- Aucun

Répondre

20a. Votre société dispose-t-elle d'une politique pour l'approvisionnement responsable en ces matières premières ?

► Approvisionnement responsable en matières premières

Une politique responsable de matières premières est un document montrant l'engagement d'une société, accepté par la haute direction, en faveur d'un approvisionnement durable et éthique en matières premières. Les matières premières sont des produits primaires qui sont utilisés pour fabriquer des produits. Les sociétés qui fournissent des produits contenant des matières premières sont censées faire preuve de diligence raisonnable pour comprendre la source des matières premières utilisées dans leurs produits.

Les sociétés sont censées :

- s'assurer de ne pas contribuer aux violations des droits de l'homme, à la corruption et aux violations de l'éthique, ou d'avoir un impact négatif sur l'environnement.
- utiliser des fonderies et des raffineurs validés et exempts de conflits pour l'approvisionnement en étain, tungstène, tantale et or contenus dans les produits qu'ils fabriquent

Référence : The Responsible Minerals Initiative

Pour plus d'informations sur les matières prioritaires, les pays producteurs et les questions environnementales, sociales et de gouvernance associées, veuillez consulter le [Raw Material Outlook](#) et le [Rapport de Material Change](#).

Oui

Documents que nous acceptons

- Politique qui couvre l'approvisionnement responsable en matières premières, par ex. politique d'approvisionnement responsable
- Déclaration/politique relative aux minerais de conflit
- Code de conduite du fournisseur couvrant l'approvisionnement responsable en matières premières
- Politique de RSE/durabilité couvrant l'approvisionnement responsable en matières premières
- Documents d'accord/d'achat contenant des informations sur l'approvisionnement responsable en matières premières

! Le document que vous téléchargez doit inclure le nom ou le logo de votre société et doit être dans une langue prise en charge (anglais, français, espagnol, allemand, chinois mandarin ou portugais brésilien).

Veuillez télécharger un document pertinent (PDF, image) (jusqu'à 15 Mo)

No file selected

Non

20a.1. Lesquelles des matières suivantes sont couvertes par cette politique ?
Veuillez cocher toutes les cases qui s'appliquent.

Aluminium/bauxite

- Chrome
- Cobalt
- Cuivre
- Coton
- Verre (sable de silice)
- Or
- Graphite (naturel)
- Cuir
- Lithium
- Magnésium
- Manganèse
- Mica
- Molybdène
- Nickel
- Niobium
- Palladium
- Platine
- Polysilicium
- Éléments de terres rares
- Rhodium

Caoutchouc naturel

Acier/Fer

Tantale

Étain

Tungstène

Zinc

20b. Votre société participe-t-elle à une ou plusieurs initiative(s) spécifique(s) aux matières premières ?

Oui

Documents que nous acceptons

- Documents attestant du statut d'adhésion
- Autres documents prouvant que votre société participe à une initiative sur les matières premières

Veillez télécharger un document pertinent (PDF, image) (jusqu'à 15 Mo)

No file selected

Non

20c. Votre société dispose-t-elle d'un **Modèle de rapport sur les minerais de conflit (CMRT)** à la portée de la société ?

► Conseils de la portée

Le Modèle de rapport sur les minerais de conflit (CMRT - Conflict Minerals Reporting Template en anglais) est un modèle de rapport gratuit, standardisé et développé par l'[Initiative des minerais responsables \(RMI\)](#) qui facilite le transfert d'informations à travers la chaîne d'approvisionnement concernant le pays d'origine des minerais et les fonderies et raffineries utilisées.

Oui

Veillez remplir et télécharger un modèle CMRT, en utilisant la dernière version du site web de la RMI

No file selected



Non

Veillez remplir et télécharger un modèle CMRT, en utilisant la dernière version du site web de la RMI

20d. Votre société dispose-t-elle d'un Modèle de rapport détaillé sur les minerais (EMRT) à la portée de la société ?

► **Conseils de la portée**

Le Modèle de rapport détaillé sur les minerais (EMRT - Extended Minerals Reporting Template en anglais) est un modèle de rapport gratuit, standardisé et développé par l'[Initiative des minerais responsables \(RMI\)](#) pour identifier les goulets d'étranglement et collecter les informations de diligence raisonnable dans la chaîne d'approvisionnement du cobalt et du mica.



Oui

Veillez remplir et télécharger un modèle EMRT, en utilisant la dernière version du site web de la RMI

 No file selected

Non

Veillez remplir et télécharger un modèle EMRT, en utilisant la dernière version du site web de la RMI

Répondre

21. Votre société dispose-t-elle d'un système de gestion de l'approvisionnement responsable en matières premières ou entreprend-elle une cartographie de la chaîne d'approvisionnement ? (1.46%)

Oui

Documents que nous acceptons

- Système de gestion qui couvre l'approvisionnement responsable en matières premières
- Manuel d'approvisionnement en matières premières décrivant les processus et les procédures
- Capture d'écran du système de gestion interne
- Rapport sur l'approvisionnement en matières premières
- Preuve d'une initiative ou d'un rapport de cartographie de la chaîne d'approvisionnement

Veillez télécharger un document pertinent (PDF, image) (jusqu'à 15 Mo)

No file selected

Non

Répondre

H. Informations complémentaires

22. Veuillez utiliser l'espace ci-dessous pour fournir des informations complémentaires (par ex. des commentaires concernant les politiques, le calendrier de certification, etc.)

Veillez noter que les informations saisies dans ce champ de texte seront visibles par tous les acheteurs qui ont accès à ce SAQ. Vous ne devriez donc pas inclure d'informations spécifiques aux acheteurs.

Informations supplémentaires

Répondre

I. Terminer

Vous avez presque atteint la fin du SAQ 5.0. Veuillez noter que votre questionnaire ne sera pas examiné et validé tant que vous n'aurez pas soumis votre questionnaire et que vous ne l'aurez pas partagé avec un acheteur.

Pour soumettre ce SAQ pour la validation, cliquez sur « Soumettre » au bas de cette page. Si vous avez besoin d'aide pour partager votre SAQ, veuillez utiliser le service de chat en direct pour contacter notre centre d'assistance.

Que se passe-t-il ensuite ?

Après avoir soumis votre SAQ, l'équipe **SUPPLIER ASSURANCE** examinera les preuves que vous avez téléchargées pour s'assurer que les documents sont acceptables et qu'ils couvrent les réponses que vous avez sélectionnées.

Une fois que vos réponses et preuves au SAQ auront été examinées, vous serez informé des résultats par email. Vous pourrez alors voir votre score, si des documents de preuve que vous avez téléchargés n'ont pas été acceptés, ou les recommandations d'amélioration. Vous aurez également la possibilité de mettre à jour votre SAQ pour aborder les documents non acceptés ou démontrer l'amélioration de votre performance en matière de durabilité.

Système de notation du SAQ 5.0

Question	Réponses	Score de durabilité
1. Votre société a-t-elle nommé un représentant de la direction pour les questions environnementales, sociales, éthiques ou les droits de l'homme ?	Oui	0.00%
	Non	0.00%
1a. Votre société dispose-t-elle d'un responsable de la durabilité sociale ?	Oui	0.93%
	Non	0.00%
1b. Votre société dispose-t-elle d'un responsable de la conformité/l'éthique des affaires ?	Oui	0.93%
	Non	0.00%
1c. Votre société dispose-t-elle d'un responsable de la durabilité environnementale ?	Oui	0.93%
	Non	0.00%
1d. Votre société dispose-t-elle d'une personne pour surveiller la gestion des risques de durabilité (par ex. un Responsable des droits de l'homme) ?	Oui	0.93%
	Non	0.00%
Score max pour l'indicateur		3.71%
2. Votre société publie-t-elle un rapport de Responsabilité sociale des entreprises (RSE)/durabilité ?	Oui, sous forme de rapport séparé, conformément au Global Reporting Initiative (GRI) ou à d'autres normes acceptées à l'échelle internationale	3.00%
	Oui, en tant que partie intégrante du rapport annuel, par ex. le rapport annuel et de durabilité, conformément au GRI ou à d'autres normes acceptées à l'échelle internationale	3.00%
	Oui, mais pas conformément à des normes acceptées à l'échelle internationale	1.50%
	Non	0.00%
Score max pour la question		3.00%
2a. Le dernier rapport en date est-il assuré par une tierce partie ?	Oui, la lettre d'assurance est intégrée au rapport	0.19%
	Les parties sont assurées, la portée est expliquée dans la lettre d'assurance	0.19%
	Non	0.00%
Score max pour la question		0.19%
2b.1. Quels éléments relatifs aux droits de l'homme sont divulgués dans le rapport de RSE ?	Les risques potentiels et réels identifiés par notre société en matière de droits de l'homme	0.06%
	Une description des mesures existantes que notre société a déjà prises pour aborder les risques des droits de l'homme et un examen de l'efficacité de ces mesures	0.06%
	Une description des mesures futures que notre société prévoit de prendre pour gérer nos risques des droits de l'homme	0.06%
	Nous ne faisons pas de rapport sur les risques des droits de l'homme de notre société	0.00%

Score max pour la question		0.19%
2b.2. Quels éléments environnementaux sont divulgués dans le rapport de RSE ?	Les risques environnementaux identifiés de notre société	0.06%
	Une description des mesures existantes que notre société a déjà prises pour aborder les risques environnementaux et un examen de l'efficacité de ces mesures	0.06%
	Une description des mesures futures que notre société prévoit de prendre pour gérer nos risques environnementaux	0.06%
	Nous ne faisons pas de rapport sur les risques environnementaux de notre société	0.00%
Score max pour la question		0.19%
2c. Votre société fait-elle un rapport annuel sur l'accomplissement des obligations légales de diligence raisonnable (par ex. la LkSG allemande) au cours de l'année précédente ?	Oui	0.19%
	Non	0.00%
Score max pour la question		0.19%
Score max pour l'indicateur		3.75%
3. Votre société dispose-t-elle d'un code de conduite ?	Oui	6.00%
	Non	0.00%
Score max pour la question		6.00%
3a. Votre société organise-t-elle une formation pour vos employés sur le code de conduite ?	Oui	4.00%
	Non, mais nous communiquons le code de conduite par le biais de l'extranet/des brochures, etc.	2.00%
	Non	0.00%
Score max pour la question		4.00%
Score max pour l'indicateur		10.00%
4. Votre société dispose-t-elle d'un mécanisme de réclamation ou d'une procédure de plainte documentée établi(e) sur ce site ?	Oui	3.00%
	Non	0.00%
Score max pour la question		3.00%
4a. Quelles sont les caractéristiques du mécanisme de réclamation ou de la procédure de plainte de votre société ? Veuillez cocher toutes les cases qui s'appliquent.	Indique qui est responsable de la procédure de traitement des plaintes, le cas échéant (il existe un organisme chargé des plaintes que les tiers peuvent contacter directement ou par l'intermédiaire d'un prestataire de services externe)	0.02%
	La ou les personnes responsables chargées par la société sont impartiales, indépendantes et non liées par des instructions	0.02%
	Les règles écrites de la procédure de plainte décrivent la manière dont une plainte peut être traitée et indiquent le temps approximatif que chaque étape peut prendre	0.02%

Les règles écrites de la procédure de plainte sont mises à la disposition du public dans les langues locales pertinentes dans tous les pays dans lesquels nous opérons	0.02%	
Le plaignant reçoit un accusé de réception lors du dépôt de la plainte	0.02%	
L'identité du plaignant est traitée de manière confidentielle	0.02%	
Engagement à ne pas exercer de représailles contre les plaignants	0.02%	
Les plaintes peuvent être signalées de manière anonyme	0.02%	
Le plaignant ou son représentant est consulté lors de la remédiation/la résolution	0.02%	
Évaluation de l'efficacité de la procédure de traitement des plaintes au moins une fois tous les 12 mois et sur une base ponctuelle	0.02%	
Procédure d'appel	0.02%	
Aucune de ces réponses	0.00%	
Score max pour la question		
0.19%		
4b. Quels types de plaintes peuvent être déposés ? Veuillez cocher toutes les cases qui s'appliquent.	Plaintes relatives aux droits de l'homme	0.06%
	Plaintes environnementales	0.06%
	Pratiques commerciales contraires à l'éthique	0.06%
Score max pour la question		
0.19%		
4c. À quels groupes de parties prenantes le mécanisme de plaintes est-il accessible ? Veuillez cocher toutes les cases qui s'appliquent.	Parties prenantes internes (employés de la société/employés non permanents, fournisseurs directs, prestataires de services, etc.)	0.09%
	Parties prenantes externes (entrepreneurs, fournisseurs indirects, communautés locales, etc.)	0.09%
	Autres	0.00%
Score max pour la question		
0.19%		
4d. Comment votre société optimise-t-elle l'accessibilité de la procédure de plainte pour tous les groupes de parties prenantes qui ont le droit de l'utiliser ? Veuillez cocher toutes les cases qui s'appliquent.	En réalisant des formations	0.06%
	Par les différents médias	0.06%
	En ligne	0.00%
	Téléphone	0.00%
	Email	0.00%
	Appli	0.00%
	En participant à une procédure de plainte commune du secteur	0.06%
	Aucune de ces réponses	0.00%

Score max pour la question		0.19%
Score max pour l'indicateur		3.75%
5. Votre société dispose-t-elle d'une politique officielle couvrant les droits de l'homme et les conditions de travail ?	Oui	0.00%
	Non	0.00%
5a. Lesquels des domaines suivants sont couverts par cette politique ? Veuillez cocher toutes les cases qui s'appliquent.	Travail des enfants et jeunes travailleurs	0.29%
	Salaires et avantages sociaux	0.29%
	Heures de travail	0.29%
	L'esclavage moderne (c.-à-d. l'esclavage, la servitude et le travail forcé ou obligatoire et le trafic d'êtres humains)	0.29%
	Recrutement éthique	0.29%
	Liberté d'association et négociation collective	0.29%
	Non-discrimination et harcèlement	0.29%
	Droits des femmes	0.29%
	Diversité, équité et inclusion	0.29%
	Droits des minorités et des peuples autochtones	0.29%
	Droits à la terre, aux forêts et à l'eau, et expulsion forcée	0.29%
	Utilisation de forces de sécurité privées ou publiques	0.29%
Score max pour la question		3.48%
5b. Votre société organise-t-elle des formations pour vos employés sur votre politique en matière de droits de l'homme et de conditions de travail ?	Oui	2.32%
	Non, mais nous communiquons sur ce sujet par le biais d'un intranet, de brochures, etc.	1.16%
	Non	0.00%
Score max pour la question		2.32%
Score max pour l'indicateur		5.80%
6. Votre site dispose-t-il d'un système de gestion pour gérer les questions relatives aux droits de l'homme et les conditions de travail ?	Oui, nous disposons d'un système de gestion certifié reconnu à l'échelle internationale	10.00%
	Oui, nous disposons d'un système de gestion certifié reconnu à l'échelle nationale	7.50%
	Oui, mais le système n'est pas certifié	5.00%
	Non	0.00%
Score max pour l'indicateur		10.00%
7. Votre société dispose-t-elle d'une politique officielle écrite concernant la santé et sécurité , conforme à la législation locale, aux exigences de l'industrie et aux normes internationales ?	Oui	0.00%
	Non	0.00%

7a. Lesquels des domaines suivants sont couverts par cette politique ? Veuillez cocher toutes les cases qui s'appliquent.	Équipement de protection individuelle	0.50%
	Sécurité des machines	0.50%
	Préparation aux situations d'urgence	0.50%
	Gestion des incidents et des accidents	0.50%
	Ergonomie des lieux de travail	0.50%
	Manipulation de substances chimiques et/ou biologiques	0.50%
	Protection contre l'incendie	0.50%
Score max pour la question		3.48%
7b. Votre société organise-t-elle des formations pour vos employés sur votre politique de santé et sécurité ?	Oui	2.32%
	Non, mais nous communiquons sur ce sujet par le biais d'un intranet, de brochures, etc.	1.16%
	Non	0.00%
Score max pour la question		2.32%
Score max pour l'indicateur		5.80%
8. Votre site dispose-t-il d'un système de gestion de santé et sécurité ?	Oui, nous disposons d'un système de gestion certifié reconnu à l'échelle internationale	10.00%
	Oui, nous disposons d'un système de gestion certifié reconnu à l'échelle nationale	7.50%
	Oui, mais le système n'est pas certifié	5.00%
	Non	0.00%
Score max pour l'indicateur		5.80%
9. Votre société dispose-t-elle d'une politique officielle couvrant l' éthique des affaires ?	Oui	0.00%
	Non	0.50%
9a. Lesquels des domaines suivants sont couverts par cette politique ? Veuillez cocher toutes les cases qui s'appliquent.	Lutte contre la corruption et le blanchiment d'argent	0.35%
	Protection et sécurité des données	0.35%
	Responsabilité financière (registres exacts)	0.35%
	Communication d'informations	0.35%
	Concurrence loyale et lutte contre les ententes (antitrust)	0.35%
	Conflits d'intérêts	0.35%
	Pièces de contrefaçon	0.35%
	Propriété intellectuelle	0.35%
	Contrôles à l'exportation et sanctions économiques	0.35%

	Lancement d'alertes et protection contre les représailles	0.35%
Score max pour la question		3.48%
9b. Votre société organise-t-elle des formations pour vos employés sur votre politique d'éthique des affaires ?	Oui	2.32%
	Non, mais nous communiquons sur ce sujet par le biais d'un intranet, de brochures, etc.	1.16%
	Non	0.00%
Score max pour la question		2.32%
Score max pour l'indicateur		5.80%
10. Votre société dispose-t-elle d'une politique environnementale officielle, qui comprend un engagement à la conformité légale, de mesure et d'amélioration continue de la performance environnementale ?	Oui	0.00%
	Non	0.00%
10a. Lesquels des domaines suivants sont couverts par cette politique ? Veuillez cocher toutes les cases qui s'appliquent.	Déclarations des émissions de GES	0.25%
	Efficacité énergétique	0.25%
	Énergie renouvelable	0.25%
	Décarbonation	0.25%
	Qualité, consommation et gestion de l'eau	0.25%
	Qualité de l'air	0.25%
	Gestion responsable des produits chimiques	0.25%
	Gestion durable des ressources	0.25%
	Réduction des déchets	0.25%
	Réutilisation et recyclage	0.25%
	Bien-être des animaux	0.25%
	Biodiversité, utilisation des terres et déforestation	0.25%
	Qualité du sol	0.25%
	Émissions sonores	0.25%
Autres domaines	0.00%	
Score max pour la question		3.48%
10b. Votre société organise-t-elle des formations pour vos employés sur votre politique environnementale ?	Oui	2.32%
	Non, mais nous communiquons sur ce sujet par le biais d'un intranet, de brochures, etc.	1.16%
	Non	0.00%
Score max pour la question		2.32%
Score max pour l'indicateur		5.80%

11. Votre site dispose-t-il d'un système de gestion environnementale ?	Oui, nous disposons d'un système de gestion certifié reconnu à l'échelle internationale	10.00%
	Oui, nous disposons d'un système de gestion certifié reconnu à l'échelle nationale	8.00%
	Oui, mais le système n'est pas certifié	6.00%
	Non	0.00%
Score max pour l'indicateur		10.00%
12. Votre site dispose-t-il d'un système de gestion de l'énergie ?	Oui, nous disposons d'un système de gestion certifié reconnu à l'échelle internationale	3.75%
	Oui, nous disposons d'un système de gestion certifié reconnu à l'échelle nationale	2.81%
	Oui, mais le système n'est pas certifié	1.88%
	Non	0.00%
Score max pour l'indicateur		3.75%
16. Votre site utilise-t-il des substances soumises à des restrictions en vertu d'une disposition légale nationale ou internationale dans la production ou les opérations ?	Oui	0.00%
	Non	5.80%
Score max pour la question		5.80%
16a. Votre site dispose-t-il de procédures écrites pour gérer les substances soumises à des restrictions en vertu d'une quelconque réglementation ?	Oui	5.80%
	Non	0.00%
Score max pour la question		5.80%
18. Votre société a-t-elle des exigences fixes de RSE/durabilité envers des fournisseurs ?	Oui	0.00%
	Non	0.00%
18a. Quels sont les domaines couverts par ces exigences de RSE/durabilité ? Veuillez cocher toutes les cases qui s'appliquent.	Travail des enfants et jeunes travailleurs	0.08%
	Salaires et avantages sociaux	0.08%
	Heures de travail	0.08%
	L'esclavage moderne (c.-à-d. l'esclavage, la servitude et le travail forcé ou obligatoire et le trafic d'êtres humains)	0.08%
	Recrutement éthique	0.08%
	Liberté d'association et négociation collective	0.08%
	Non-discrimination et harcèlement	0.08%
	Droits des femmes	0.08%
	Diversité, équité et inclusion	0.08%
	Droits des minorités et des peuples autochtones	0.08%
	Droits à la terre, aux forêts et à l'eau, et expulsion forcée	0.08%

Utilisation de forces de sécurité privées ou publiques	0.08%
Santé et sécurité	1.00%
Lutte contre la corruption et le blanchiment d'argent	0.10%
Protection et sécurité des données	0.10%
Responsabilité financière (registres exacts)	0.10%
Communication d'informations	0.10%
Concurrence loyale et lutte contre les ententes (antitrust)	0.10%
Conflits d'intérêts	0.10%
Pièces de contrefaçon	0.10%
Propriété intellectuelle	0.10%
Contrôles à l'exportation et sanctions économiques	0.10%
Lancement d'alertes et protection contre les représailles	0.10%
Déclarations des émissions de GES	0.07%
Efficacité énergétique	0.07%
Énergie renouvelable	0.07%
Décarbonation	0.07%
Qualité, consommation et gestion de l'eau	0.07%
Qualité de l'air	0.07%
Gestion responsable des produits chimiques	0.07%
Gestion durable des ressources	0.07%
Réduction des déchets	0.07%
Réutilisation et recyclage	0.07%
Bien-être des animaux	0.07%
Biodiversité, utilisation des terres et déforestation	0.07%
Qualité du sol	0.07%
Émissions sonores	0.07%
Autres domaines	0.07%
Définition et mise en œuvre de normes similaires envers les propres fournisseurs de niveau 1	0.50%
Exigences contraignantes envers les fournisseurs de niveau 1 pour transmettre les normes tout au long de la chaîne d'approvisionnement	0.50%

Score max pour la question		5.00%
18b. Votre société utilise-t-elle l'un des modes suivants pour communiquer ses exigences de RSE/durabilité des fournisseurs à vos fournisseurs ? Veuillez cocher toutes les cases qui s'appliquent.	Inclus dans les conditions générales	1.00%
	Formation des fournisseurs	0.70%
	Code de conduite des fournisseurs/politique de durabilité des fournisseurs	0.50%
	Site web de la société/portail des fournisseurs	0.30%
	Aucun	0.00%
Score max pour la question		2.50%
18c. Quels processus votre société a-t-elle mis en place pour vérifier si les fournisseurs répondent à vos exigences de durabilité ? Veuillez cocher toutes les cases qui s'appliquent.	Audits de tierce partie menés par un organisme de certification accrédité	1.00%
	Audits de seconde partie menés par votre société	1.00%
	Questionnaire d'autoévaluation	0.50%
	Aucun	0.00%
Score max pour la question		2.50%
Score max pour l'indicateur		10.00%
20. Retrouve-t-on certaines des matières suivantes dans vos produits ? Veuillez cocher toutes les cases qui s'appliquent.	Aluminium/bauxite	0.00%
	Chrome	0.00%
	Cobalt	0.00%
	Cuivre	0.00%
	Coton	0.00%
	Verre (sable de silice)	0.00%
	Or	0.00%
	Graphite (naturel)	0.00%
	Cuir	0.00%
	Lithium	0.00%
	Magnésium	0.00%
	Manganèse	0.00%
	Mica	0.00%
	Molybdène	0.00%
	Nickel	0.00%
	Niobium	0.00%
Palladium	0.00%	
Platine	0.00%	
Polysilicium	0.00%	

Éléments de terres rares	0.00%
Rhodium	0.00%
Caoutchouc naturel	0.00%
Acier/Fer	0.00%
Tantale	0.00%
Étain	0.00%
Tungstène	0.00%
Zinc	0.00%
Aucun	5.80%

Score max pour la question	4.35%
----------------------------	-------

20a. Votre société dispose-t-elle d'une politique pour l'approvisionnement responsable en ces matières premières ?	Oui	4.35%
	Non	0.00%

Score max pour la question	4.35%
----------------------------	-------

21. Votre société dispose-t-elle d'un système de gestion de l'approvisionnement responsable en matières premières ou entreprend-elle une cartographie de la chaîne d'approvisionnement ?	Oui	1.45%
	Non	0.00%

Score max pour la question	1.45%
----------------------------	-------

Score max pour l'indicateur	5.80%
-----------------------------	-------